DOSSIER DE PRESSE

procès de
H. KUTLU & N. SARGIN
Secrétaires Généraux
du Parti communiste de Turquie
et
du Parti ouvrier de Turquie

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ





LIBERTE POUR KUTLU ET SARGIN

FONDATEURS DU PARTI COMMUNISTE UNIFIE DE TURQUIE

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Pourquoi Nihat SARGIN secrétaire général du Parti Ouvrier de Turquie et Haydar KUTLU secrétaire général du Parti Communiste de Turquie sont rentrés en Turquie ? Quel est le lien de ce pas avec la mise en oeuvre de la démocratie dans ce pays ?

POURQUOI SONT-ILS RENTRES ?

Les 2 secrétaires généraux sont retournés dans leur pays pour contribuer à la lutte pour la paix et la démocratie en Turquie.

Nous savons fort bien qu'avec l'avènement des années 1980, le danger de guerre nucléaire a [illegible]cru et atteint des dimensions menaçant l'existence même de l'humanité. Hormis le grand patronat de l'industrie de l'armement, tous ceux qui pensent raisonablement, ont constaté la nécessité d'un début de la détente et oeuvré dans cette direction. Maintenant entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., en Amérique Centrale, en Afghanistan, des en direction de la paix et de la détente sont faits.

Néanmoins, il est clair que les forces qui menacent la paix mondiale ne chôment pas. Pour créer de nouvelles tensions ils sont capables de toutes les folies. En particulier, la guerre Iran-Irak au moyen-orient où est situé notre pays continue d'être un grand danger pour la paix mondiale.



SARGIN à l'aéroport avec sa femme avant son depart

Cependant la Turquie peut assumer un rôle plus efficace pour assurer la paix dans la région. Notre peuple qui veut la paix, a besoin d'une information plus large et d'une plus grande liberté d'action pour pousser le pouvoir vers cette orientation.

Le but du retour dans leur pays des 2 secrétaires généraux est de mettre en application le programme "paix et renouveau démocratique" qui répond à ce besoin et de fonder légalement le Parti Communiste Unifié de Turquie qui cible ce programme.

SI LA DEMOCRATIE EXISTE, LE PARTI COMMUNISTE DOIT POUVOIR ETRE FONDE.

L'utilisation par les communistes aussi du droit de dire leurs idées, leurs propositions quant à l'avenir de leur pays ne doit plus être considéré comme un délit. Ce droit ne peut être confisqué aux communistes. Les communistes souhaitent contribuer davantage à l'indépendance du pays, au bonheur du peuple. Pour celà ils considèrent qu'il est nécessaire et indispensable d'obtenir enfin les possibilités de travail légal ; de pouvoir expliquer leurs opinions directement au peuple. Par ailleurs, notre peuple a droit de savoir ce que veulent les communistes, le programme de leur parti, la structure de leur organisation. Ce droit doit lui être reconnu. Il ne peut prendre sa décision en toute liberté que dans ces conditions. Pousser les communistes dans la clandestinité, les décreter hors-la-loi signifie empêcher notre peuple d'user de ce droit. Il faut demander a qui profite cette démarche qui malmène notre peuple. Ainsi, la question est de savoir si la démocratie en Turquie pourra être mise en pratique.

En ce moment, dans aucun pays d'Europe, un secrétaire général d'un parti politique n'est en prison. Alors que dans notre pays deux secrétaires généraux de partis politiques ont été arrêtés de manière barbare en leur mettant des menottes, leur bandant les yeux : leurs libertés ont été usurpées. Le seul pays en Europe qui interdit le parti communiste est la Turquie. De quoi manquons-nous en tant que nation, pays ?

Notre pays ne deviendra-t-il pas lui aussi, un pays démocratique où les idées pourront être librement exposées, les obstacles à la propagande et à l'organisation seront levés ? Sommes-nous contraints à vivre dans l'obscurantisme moyen-âgeux alors que nous sommes au seuil du 21 ème siècle.

Que toutes les pensées et formations relatives aux questions et à l'avenir de notre pays prennent leurs places devant le peuple, que puissent débattre en plein jour, impliquera une culture politique démocratique conforme à notre époque. N'est ce pas ceci une condition de mettre un terme à la violence en politique, contrecarrer l'anarchie, de rechercher et de trouver ensemble des solutions réalistes aux problèmes du pays ? Les 2 secrétaires généraux, en rentrant au pays malgré tous les dangers, pour fonder légalement le Parti Communiste Unifié de Turquie ont fait un pas pour rendre possible ces idées. Ils ont prouvé leur bonne volonté.

LA TACHE COMMUNE : GAGNER LA DEMOCRATIE EN TURQUIE

Il n'y a pas de démocratie "un peu" ou "à moitié". Il existe ou il n'existe pas de démocratie. Un des voyants de controle de la démocratie est la liberté d'exprimer, de propager les idées et de s'organiser selon celle-ci.

C'est pour cette raison que la liberté de travailler pour le parti communiste fait partie intégrante de la démocratie. Dans les pays d'Europe occidentale telle est la situation. Ainsi demander que le parti communiste recouvre des conditions de travail légal en Turquie aussi, doit naturellement faire partie de la défense de la démocratie, des droits de l'homme.



KUTLU à Berlin-Ouest avant la conférence de presse du 11 Novembre

SARGIN ET KUTLU, FONDATEURS DU PARTI COMMUNISTE UNIFIE DE TURQUIE AFFIRMENT : "NOUS AVONS ETE TORTURES".

Retournés au pays le 16 décembre 1987 pour y fonder légalement le PCUT, le Parti Communiste Unifié de Turquie et placés en garde à vue dès leur arrivée à l'aéroport, le Dr Nihat SARGIN, Secrétaire Général du POT et Haydar KUTLU, Secrétaire Général du PCT ont exposé dans une requête de 27 pages au total comment ils ont été torturés durant 16 jours de garde à vue à la Direction de la Sûreté d'Ankara. Il a ainsi été révélé ce que la police s'empressait de cacher en divulgant intentionnellement de fausses informations selon lesquelles ils seraient "detenus dans des conditions luxueuses", auraient "fait venir de l'extérieur les repas qu'ils souhaitaient."

Ils ont gardé à vue les deux secrétaires généraux durant 16 jours contrairement à la loi qu'ils ont eux-mêmes etablie ; ils n'ont pas autorisé un groupe de médecins délégués par l'Union des Médecins à les examiner ; ils ont refusé de remettre aux avocats les dépositions établies à la police : avec ces méthodes et d'autres encore, ils ont espéré pouvoir dissimuler la torture. Haydar KUTLU et Nihat SARGIN ont déjoué ces manoeuvres en adressant une requête le 7 décembre 1987 au procureur de la République d'Ankara.

BEM (Centre d'Information UNION) Moltkestr. 45.4100 Duisburg 1. Tel : 0203-340395

Telex : 8553b7 inmed d Telefax : 0203-338948 V.i.S.d.P.: Manfred Rosenbleck, Talbahn str. 1.4100 Duisburg 12

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI



"Durant 16 jours, on m'a fait subir des tortures systématiques à la 1 ère Section où j'ai été gardé".
Nihat SARGIN
Secrétaire Général du POT.

"Durant la première semaine, à partir du 16 novembre :

A- J'ai été interrogé 24 heures sur 24, par trois équipes différentes, outre deux ou trois fois par jour et ceci ne durant pas plus de quelques minutes à chaque fois pour aller aux toilettes ou pour manger, les yeux toujours bandés et toujours assis sur une chaise, on me molestait à chaque fois que le sommeil me prenait et on m'a tenu éveillé durant 170 (cent soixante-dix) heures. Entre temps ils m'ont revetu de l'uniforme carcéral sous pretexte de protéger les vêtements que je portais.

B- On a voulu briser ma résistance et ma volonté en me faisant à chaque fois une piqure dans la jambe au moment où j'étais exténué par manque de sommeil.

C- A l'étape suivante, dès l'entrée dans la pièce d'interrogatoire une des deux personnes qui seraient les chefs des équipes de l'interrogatoire s'est mise à proférer des injures à mon encontre. Cela a été suivi par des coups de poings et des coups de pieds. Ne se contentant pas de cela, ils ont menacé de me jeter par la fenêtre.

D- A l'étape ultérieure, j'ai été introduit à minuit dans une pièce meublée qui pouvait passer pour une chambre d'hôtel, au sous-sol du bâtiment de la Sûreté. Après m'avoir habillé d'un pyjama on m'a photografié sans mon autorisation. J ai appris à cet instant même que les pyjamas avaient été apportés par mon avocat. Non seulement on ne m'a pas laissé le rencontrer mais on ne m'a pas informé de sa venue non plus. Comme j'avais sommeil et comme on m'avait dit que je resterais là, attiré par le lit je me suis tout de suite couché et je me suis endormi.

E- Une ou deux heurs plus tard j'ai de nouveau été réveillé. On m'a pris les pyjamas. On m'a de nouveau habillé de l'uniforme carceral et j'ai été emmené dans la pièce de tortures. Là après m'avoir complètement déshabillé, on m'a d'abord fait subir la torture de l'eau glaciale à haute pression en commençant par les endroits les plus sensibles du corps comme les oreilles, le cou et les testicules. Cela a été suivi par le resserrement des testicules. Ensuite on m'a fait subir la torture de "suspension", les mains ligotées par derrière et en passant la ficelle dans une poulie fixée au plafond. Ce n'est qu'au moment où ils ont jugé que j'étais sur le point de geler (je ne ressentais plus rien, je ne réagissais plus, je ne voulais plus que dormir) que les tortures se sont arrêtées. Mais une nouvelle pluie d'injures, de jurons et de menaces s'en est suivie.

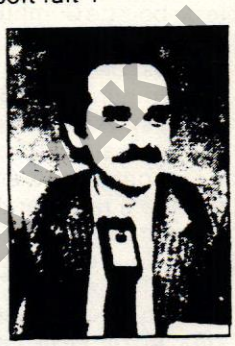
F- Ils m'ont dit qu'ils reprendraient la même torture le lendemain soir. Le samedi (ou dimanche) 29 novembre, j'ai été emmené dans cette même pièce luxueuse avec Nabi YAGCI (Haydar KUTLU) qui a etait placé en garde à vue avec moi. le Directeur de la 1ère Section, Hasan ERYILMAZ y est venu plusieurs fois. Il nous a dit clairement à nous deux que c'était lui, en personne, qui était responsable au premier degrè, sans qu'il soit besoin de quelqu'un d'autre, de ce qui était fait.

G- Lorsque nous étions dans cette pièce,

On nous a habillés de force avec nos vêtements et on nous a obligés à répéter nos dépositions devant la caméra video. Etant entre leurs mains, je n'avais rien d'autre a faire. Mais je répetais sans cesse un geste que je n'avais jamais fait et qui ne m'appartient pas : je mettais mon index de gauche et de droite sur ma tempe en essayant de faire la lettre "i" l'initiale du mot IŞKENCE (Torture, NDT).

Seulement j'ai entendu le directeur dire d'enlever cette partie de la bande video."

Dans la "conclusion" de sa requête adressée au procureur de la République Nihat SARGIN, Secrétaire Général du POT a dit : "Comme le montrera clairement un examen rapide des faits cités plus haut dans la période du lundi 16 novembre à 15h40 au samedi 5 décembre à 9 heures, période durant laquelle j'ai été placé en garde à vue, un certain nombre de délits ont été consécutivement commis sous pretexte de mettre au grand jour un délit et bien que cela vise ma personne, cela interesse, dans le même temps, l'opinion publique et exige votre intervention. Je souhaite que le nécessaire soit fait".



"C'est parceque j'ai refusé de déposer comme ils le voulaient que j'ai subi des tortures."

Haydar KUTLU,
Secrétaire Général du PCT.

"Durant dix jours, j'ai été interrogé les yeux bandés, empêché de dormir, assis sur une chaise.

Complétement nu, j'étais debout sur un sol de béton.

On m'a infligé la punition de rester debout pendant des heures et des heures sans m'asseoir, les yeux bandés, habillé.

Suspension : ils m'ont fait subir cette torture environ 10 jours, après avoir été placé en garde à vue. Avant d'être suspendu, j'ai été tenu sous des jets d'eau glaciale à haute pression durant je ne sais combien de temps. Je manquais de sommeil et on m'avait injecté des médicaments. J'ai été suspendu après les jets d'eau glaciale.

Quelques jours plus tard, j'ai été emmené à nouveau dans la pièce de tortures et de nouveau suspendu. Cette fois-ci, j'ai subi la torture à l'électricité notamment sur la main et l'organe sexuel. Avant de recevoir des décharges d'électricité, tout mon corps a été trempé dans l'eau. La décharge a été envoyée quand j'étais suspendu et trempé Ils s'arrêtaient pour me poser des questions, me demandaient des noms et ils en citaient. A la suite des décharges électriques j'ai eu le dessus de la main droite brulé, elle est devenue rouge et enflée. Ils ont supprimé ces traces en y appliquant un médicament spécial.

Ils m'ont administré des médicaments tout comme avant les interrogatoires après la torture à l'électricité egalement. Après la torture alors que j'étais assis j'ai senti une piqure à ma jambe gauche. Un moment plus tard une chaleur a commencé à se répandre en moi. "Vous m'avez injecté un médicament" ai-je dit. L'un d'entre eux a mis le pied sur mes pointes de pieds. Je le sentais mais je ne pouvais les retirer. Pendant ce temps l'interrogatoire continuait. Un moment plus tard je me suis trouvé dans un état tel que je ne pouvais plus parler. "Amenez-le, mais ne le laissez pas s'endormir" ont-ils dit. Je ne me sentais plus. Mais je n'avais pas encore tout à fait perdu connaissance. Je ne sais pas pendant combien de temps je suis resté assis sur la chaise. L'état de semi-inconscience est passé. J'ai repris connaissance. Plus tard, celui qui pratiquait l'interrogatoire est venu. "Mettez-le dans la cellule et qu'il dorme !" a-t-il dit".

A la fin de sa requête adressée au Procureur de la République par l'intermédiaire du procureur de la prison, le Secrétaire Général du PCT, Haydar KUTLU a précisé : "A

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

la Sûreté on a enregistré en video sans notre accord".

"Monsieur le Procureur je ne pensais pas au début raconter longuement la torture. Mais comme les méthodes de pression appliquées sur nous ont continué, j'ai éprouvé la nécessité d'en faire état en détails.

Je proteste contre cet état de chose contraire à la dignité humaine".

ECHOS DANS LA PRESSE DE TURQUIE AU SUJET DES TORTURES EXERCEES SUR SARGIN ET KUTLU.

- Chronique du quotidien Cumhuriyet par Ilhan Selçuk.

J'ai fait la connaissance du Docteur SARGIN il y a juste un quart de siècle. Il était venu me vour au journal pour discuter d'un sujet relatif aux droits de l'homme. Notre rencontre dans un bureau demi-obscur du vieil immeuble de bois de Cumhuriyet se transformerait, dix ans plus tard, en camaraderie de dortoir à la prison de Maltepe.

C'est bien là que j'ai connu de près Nihat...

Cumhuriyet du 6 décembre a publié à la une l'information suivante : "Nabi YAGCI (Haydar KUTLU), Secrétaire Général du PCT et Nihat SARGIN, Secrétaire Général du POT ont été mis en prison après avoir été arrêtés hier. Le Secrétaire Général du POT, Nihat SARGIN, au moment où il quittait le TSE (Tribunal de la Sûreté d'Etat, NDT) a crié : "Nous avons été torturés".

KUTLU et SARGIN étaient arrivés le 16 novembre 1987 en Turquie, placés en garde à vue à l'aéroport Esenboğa. Au terme de l'interrogatoire mené en secret ils ont été conduits devant le Procureur du TSE. Au moment où il était emmené dans le fourgon cellulaire sous la surveillance des policiers, Nihat SARGIN a exprimé, profitant de l'occasion, ce qu'ils voulaient (les deux secrétaires généraux NDT) faire entendre :

-"Nous avons été torturés..."

Certains peuvent en douter :

- Est-ce possible ?

Ayant eu l'occasion de connaître de près Nihat, je déclare, en soulignant qu'il n'y a pas le moindre doute que :

- C'est vrai.

On ne peut établir de lien direct entre le caractère de l'homme et le fait qu'il soit de gauche ou de droite. On peut trouver à gauche tant de personnes égoistes, hypocrites, qui ne tiennent pas leurs engagements, il ne manque pas à droite des hommes honnêtes et dignes de confiance. La personnalité d'un être se révèle aussi dans son appréciation des faits singuliers visant sa propre personne. Si Nihat SARGIN s'est écrié "nous avons été torturés", ces paroles réflètent la réalité et traduisent la verité.

Ces derniers jours, en Turquie les débats et tout ce qui se dit sur le parti communiste se poursuivent. Le parti communiste doit-il être fondé ? Doit-on le légaliser ? Combien de voix recueillerait-il ? Tout le monde se serait uni pour dire que le parti communiste obtiendrait dans des élections 2-3 % à la limite 4 % des voix. Il ne constituerait donc pas un danger quelconque. Afin de pouvoir adhérer à la CEE Özal même lèverait les interdits frappant le parti communiste. Alors que l'on débattait de tout cela, avec la froide logique calculatrice d'un homme d'affaires, on torturait les dirigeants du PCUT dans la capitale, tout près des locaux abritant les services du Premier Ministre. Et celui-ci alors qu'il s'envolait pour l'Amérique afin d'y subir une intervention chirurgicale a déclaré :

- "Nous changeons d'époque".

Et on l'applaudit.

Dans la capitale, les bruits des tortures que reflète la "pièce aux miroirs" et les bruits d'applaudissements se mêlent les uns aux autres.

L'oeil d'Özal a sûrement de la valeur, il est nécessaire que "l'opération" se fasse en Amérique ; prompt rétablissement, prompte guerison ; mais quel est le sens de "l'opération" pratiquée juste au même moment dans la capitale de la Turquie, sur les deux dirigeants du PCUT ? L'oeil est celui d'Özal, le coeur est le sien mais est-ce que ce ne sont pas les yeux ceux de SARGIN et de KUTLU, leur coeur, leur foie, leurs poumons, leurs reins, leurs doigts, leur âme ?

Eh bien mon cher ils sont communistes : les yeux des communistes ne sont pas des yeux, leur coeur n'est pas le coeur, leur âme n'est pas l'âme : ils ne sont pas des êtres humains eux ! Torturer les communistes doit être considéré comme naturel n'est-ce pas ? C'est avec cet esprit-là que nous escaladons le temps : mais seulement pour retourner au Moyen-Age.

ILS PENSENT AVOIR ETE TORTURES...

Hürriyet.

- Chronique du quotidien Hürriyet par Ahmet Altan.

Depuis des jours, les leaders du Parti Communiste Unifié de Turquie, Haydar KUTLU et Nihat SARGIN, interrogés à la police, ont affirmé qu'ils avaient été torturés. Cinq minutes après qu'il l'aient dit les autorités ont démenti cette affirmation avec un reflexe quasi automatique...

Nous sommes cinquante millions de personnes... Nous nous connaissons. Nous savons egalement que les accusations de torture, le fait que l'on recourt souvent à cette pratique dans notre pays, sont des choses trop sérieuses pour qu'on les rejette en cinq minutes...

On dirait que, dans notre pays, le fait de pouvoir torturer certaines personnes est admis pour ainsi dire par tout le monde avec une entente secrète. Mais si vous admettez que l'on puisse torturer certaines personnes, personne ne sera en sécurité. La torture continue d'exister.

Mais quels sont les gens que l'on peut torturer ? La certitude sur une catégorie de gens à torturer change.

Nous parlons de nous mettre au niveau de nos contemporains d'une part. Nous voulons nous europeanniser et nous torturons les gens d'autre part. Nous sommes comme un homme à deux âmes. Nous avons un aspect gentil, éclairé, développé. Nous avons un autre aspect anachronique, ténebreux, tortionnaire...

Aucune nation sur le globe ne peut plus être indépendante dans le sens plein du terme. "Nous torturons ceux que nous voulons et cela ne regarde personne", nous ne pouvons pas dire cela. Il y a une opinion publique commune dans le monde. Cette opinion publique se mèle et de l'Amérique, et de l'Union Soviétique et de la Turquie.

De plus, les raisons pour lesquelles on torture ne sont pas claires. Qu'est ce que nous prouvons en torturant deux communistes qui, avec l'appui des parlementaires européens, sont retournés dans leur pays. Est-ce le fait que nous nous fichons du monde ? Si nous nous fichons du monde, que cherche en Amérique notre Premier Ministre ? Pourquoi marchande-t-il avec les banquiers américains pour avoir encore un peu d'argent ? Pourquoi nous efforçons-nous d'adhérer à la Communauté Européenne ? Pourquoi essayons-nous de vendre des marchandises à l'Europe ?

Si nous ne nous moquons pas du monde pourquoi pratiquons-nous encore dans notre pays la torture maudite par tout le monde ? Pourquoi n'ouvrons-nous pas une enquête sérieuse sur ces accusations ?

Qui pratique ces tortures ? Qui donne l'ordre de torturer ? Quand on torture deux personnes, les problèmes dans le pays se résolvent-ils ? Si on ne torture pas, le pays s'écroulera-t-il ?

Le monde nous voit comme un épouvantail ? Et nous, nous nous en plaignons. Nous disons que le tout le monde nous est hostile.

Avons nous vraiment raison en disant tout ceci ? Mettons-nous une seule fois à la place des autres.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

CHRONOLOGIE

le 7.10.1987: Conférence de presse à Bruxelles. La Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) Behice BORAN et le Secrétaire Général du Parti Communiste de Turquie (TKP) Haydar Kutlu organisent une conférence de presse commune et déclarent que leurs Comités Centraux respectifs ont décidé de réunir les deux partis sous le nom du Parti Communiste Unifié de Turquie (TBKP) et ont donné des explications sur le projet de programme du nouveau parti.

le 10.10.1987: La Présidente du Parti Ouvrier de Turquie, Behice BORAN est décédée à la fin d'une crise cardiaque dans sa maison à Bruxelles.

le 15.10.1987: La dépouille mortuaire de Behice Boran est envoyée à Ankara, après une cérémonie organisée à Bruxelles, avec la participation de Nihat Sargın et de Haydar Kutlu, respectivement les secrétaires généraux du TIP et du TKP.

le 16.10.1987: Des funérailles officielles ont été organisées à Ankara pour Behice Boran, en tant qu'ancien député. Après la cérémonie la dépouille a été envoyée à Istanbul.

le 18.10.1987: Les funérailles de Behice Boran à Istanbul se sont transformées à une grande manifestation de proteste avec la participation de 30 mille personnes.

le 27.10.1987: Les Comités Centraux du TIP et du TKP ont déclaré avec un communiqué commun leur décision de départ des deux secrétaires généraux pour la Turquie afin d'y fonder par la voie légale le Parti Communiste Unifié de Turquie.

le 11.11.1987: Nihat Sargın et Haydar Kutlu organisent une conférence de presse à Berlin-Ouest, déclarent leur intention de rentner en Turquie et répondent aux questions des journalistes.

le 16.11.1987: Nihat Sargın et Haydar Kutlu partent avec un avion de Lufthansa à Ankara, en compagnie d'une délégation de 30 personnes formée des parlementaires et des journalistes. Dès qu'ils atterrisent àAnkara on leur passe les menottes, bande les yeux et les embarque en bousculant dans une voiture spéciale et prend en garde à vue à la Préfecture de police d'Ankara.

le 2.12.1987: Après une interrogatoire qui dura 17 jours les deux secrétaires généraux sont emmenés au parquet de la Cour de Sécurité d'Etat d'Ankara.

le 5.12.1987: Le procureur de la Cour de Sécurité d'Etat M.Nusret Demiral interroge les deux secrétaires généraux pendant trois jours, à la fin de l'interrogatoire ils sont arrêtés par cette Cour et emmenés à la prison centrale d'Ankara. Sargın et Kutlu déclarent aux journalistes qui les suivent pendant qu'on les embarque dans la voiture pénitenciaire qu'ils ont été torturés à la Préfecture de police d'Ankara.

le 11.3.1988: Le parquet de la Cour de Sécurité d'Etat d'Ankara achève la rédaction de l'acte d'accusation préparé pour Kutlu, Sargın et 14 autres personnes.

le 29.4.1988: La Cour de Sécurité d'Etat d'Ankara déclare le commencement du procès contre Kutlu et Sargın pour le 8 Juin 1988.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

LE COMMUNIQUE DES COMITES CENTRAUX DU TIP ET DU TKP A PROPOS DE LEUR DECISION DE DEPART DES DEUX SECRETAIRES GENERAUX EN TURQUIE
(Résumé)

le 27 Octobre 1987

Les Comités Centraux du TIP et du TKP ont chargé les secrétaires généraux des deux partis qui se trouvaient en émigration politique à l'étranger de rentrer en Turquie afin de faire commencer légalement les activités du TBKP qui se formera avec la fusion des deux partis et de faire les préparatifs nécessaires pour cela. (...)

De nos jours les développements intérieurs et extérieurs apportent la légalisation du mouvement communiste en Turquie, le retour des réfugiés politiques dans leurs pays, la mise en liberté des prisonniers politiques dans l'ordre du jour de la vie politique comme un besoin pratique de la démocratie. Les réactions positives créées dans l'opinion publique par la nouvelle sur fondation du TBKP montrent que l'unité du mouvement communiste satisfaira plus fortement ce besoin. Des démocraties limitées ouvrent la voie à l'instabilité, celle-ci aux coups militaires et ces derniers de nouveaux aux démocraties limitées. Casser ce cercle vicieux dépend de la création d'une atmosphère de stabilité démocratique dans laquelle le mouvement communiste pourra travailler légalement. C'est ce que démontre le processus vécu dans notre pays. (...).

Nous sommes persuadés qu'avec cette décision nous avons jeté l'unique pas juste qui fera tourner la roue de l'histoire. Avec ce pas nous ne défendons pas seulement les intérêts du TBKP. Nous faisons en même temps commencer la lutte pour le retour de tous les réfugiés politiques avec leur propre volonté, pour la création des conditions nécessaires dans la pratique afin que toutes les organisations révolutionnaires de gauche puissent mener librement leurs activités. Nous jetons un pas important dans la direction d'assurer toute leur liberté politique à toutes les forces démocratiques qui subissent des pressions dans l'obscurité créée par l'interdiction mise sur les communistes. Tourner la voie de la Turquie inconditionnellement vers la démocratisation, faire commencer l'activité légale afin d'assurer la participation maximale des communistes à ce processus: Voici la signification générale et l'essence de cette décision. Ce qui accélérera la formation des conditions intérieures qui renforceront la souveraineté nationale et qui assureront une participation plus active de la Turquie au processus de la paix et de détente pendant la période critique dans laquelle se trouve notre terre, à la veille de l'accord historique entre les Etats Unis et l'URSS qui fera commencer de fait le processus de désarmement nucléaire.(...)

Le Comité Central
du Parti Communiste de Turquie

Le Comité Central
du
Parti Quvrier de Turquie

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

Türkiye İşçi Partisi - Türkiye Komünist Partisi
Basın Toplantısı

Workers' Party of Turkey - Communist Party of Turkey
Press Conference

Le Parti Ouvrier de Turquie - Le Parti Communiste de Turquie
Conférence de Presse

Arbeiterpartei der Türkei - Kommunistische Partei der Türkei
Pressekonferenz

01 06 1988 Bruxelles

Le texte de la Conférence de presse organisée par Osman SAKALSIZ et Mehmet KARACA, respectivement dirigeants du Parti Ouvrier de Turquie et du Parti Communiste de Turquie, à la veille du procès qui commence contre les Secrétaires Généraux des deux partis, SARGIN et KUTLU, le 8 Juin à la Cour de Sécurité d'Etat d'Ankara.

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Bruxelles, le 1er Juin 1988

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le procès contre Nihat Sargın et Haydar Kutlu, respectivement les Secrétaires Généraux du Parti Ouvrier de Turquie et du Parti Communiste de Turquie, commence le 8 Juin à la Cour de Sécurité d'Etat d'Ankara. Ce sera "le procès du siècle" d'après les mots du procureur général Nusret Demiral. Est-ce que notre pays continuera à souffrir sous les mentalités médiévales à la veille du troisième millénaire, ou bien choisira-t-il la voie de développement sur un fond moderne, démocratique et dynamique? Le procès qui commence est pour cette raison, une épreuve de démocratie d'importance primordiale pour notre pays.

Pourqoui les secrétaires généraux du Parti Communiste de Turquie et du Parti Ouvrier de Turquie, Haydar Kutlu et Nihat Sargın apparaissent-ils au tribunal? Le parquet avoue dans l'acte accusation qui compte 231 pages qu'ils sont menés derrière la barre uniquement à cause le leurs opinions. En effet, à la 228 ème page de ce document on lit: "L'ordre qui se forme dans les idées des accusés ne concorde d'aucune manière avec l'ordre public défini par notre Constitution".

On veut condamner les gens uniquement à cause de leur convictions pour un certain ordre social, à cause de leurs efforts déployés pour cet ordre social.

L'acte d'accusation est plein d'évaluations facultatifs et subjectifs à propos du communisme, des communistes et du parti communiste. En plus, on tente d'utiliser ces évaluations comme des preuves de délit. Pour ces raisons, l'acte d'accusation est plutôt un document de caractère politique que judiciaire. Ce document politique est préparé afin d'empêcher toute activité politique au Parti Communiste Unifié de Turquie et d'essayer de cacher de l'opinion publique les propositions qui prennent place dans le projet de programme de ce parti.

Le parquet tente de faire condamner le communisme en prenant appui de la Constitution de 1982. Il part de la conception que les buts du parti communiste sont en contradiction avec les buts de la Constitution et en déduit que les activités communistes doivent être châtiées. Il est très visible ici le désir de préserver la Constitution de 1982. Du reste, on veut faire ça avec l'aide de lourdes peines de prison. Mais la majorité de la société ne trouve plus démocratique la Constitution de 1982. Les partis qui partagent cette opinion ont obtenu presque 60% des voix.L'interdiction d'activités politiques mise sur les anciens politiciens par la Constitution de 1982 a été aboli d'après le résultats d'un référandum effectué en Septembre 1987.

Cet acte d'accusation humilie notre pays devant l'opinion publique mondiale et nuit à son prestige international. La réaction montrée par le parquet de la Cour de Sécurité d'Etat à l'activité légale menée par les partis communistes dans de nombreux pays européens et les Etats Unis n'est qu'une tentative de juger le mouvement communiste et la conception de démocratie de ces pays. Le tableau décrit dans l'acte d'accustaion au sujet des pays où les partis communistes ont le pouvoir est de caractère nuisible sur la conception de détente de divers Etats capitalistes et socialistes. En plus, on répète sans arrêt la vue selon laquelle "le parti communiste ne concorderait pas avec la nature de la Turquie", de cette façon, on déclare d'une manière différente devant le monde entier que "la Turquie ne peut progresser".

Les représentants du régime actuel se sont toujours opposés à ceux qui défendent la demande de la fondaison du Parti Communiste Unifié de Turquie par la voie légale, avec le prétexte qu'il soit encore trop tôt pour cela. Cette vue a été plusieurs fois exprimée par le Premier Ministre. Laissons passagèrement de côté la question de précocité; mais ceux qui sont au pouvoir ont de cette façon déclaré que le communisme ne sera plus un crime en Turquie dans une date ultérieure. Ce qui est aussi l'avis des partis d'opposition.

Puisqu'on prévoit l'activité libre pour le parti communiste dans une date ultérieure, n'est-ce pas une grande injustice de mener des gens derriere la barre avec la demande de dizaines d'années de prison pour la simple raison qu'ils soient membres ou dirigeants du parti communiste dès aujourd'hui? Cette situation exige l'annulation immédiate du procès contre Sargın et Kutlu et leur remise en liberté.

Les Comités Centraux du Parti Ouvrier de Turquie et du Parti Communiste de Turquie lancent un appel à la raison, à la dignité et à l'honneur de tous les démocrates de notre pays et du monde entier: Supportez notre lutte pour la remise en liberté de nos Secrétaires Généraux et pour l'annulation de ce procès qui n'est qu'un produit de la politique de tension et de confrontation, de la conception d'Etat totalitaire! Les articles 141 et 142 du Code Pénal turc transférés de l'Italie de Mussolini doivent être abrogés! Notre conviction pour la démocratie, notre opinion selon laquelle on ne peut aller vers le socialisme que par la voie démocratique, cette opinion qui nous stimule, sont la source de notre énergie. Le procès qui va commencer ne certifie qu'une seule chose: L'activité légale du Parti Communiste est une nécessité indéniable pour une stabilité démocratique en Turquie.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

ARTICLES DU CODE PÉNAL

Haydar KUTLU, secrétaire général du parti communiste de Turquie et Nihat SARGIN, secrétaire général du parti ouvrier de Turquie sont jugés en vertu des articles du code pénal turc dont le texte intégral suit :

Article 140 : tout citoyen qui, d'un pays étranger, mène une quelconque activité nuisible aux intérêts nationaux ou propage sur la situation intérieure du pays des nouvelles ou informations exagérées ou dans un but particulier, mettant en cause l'honneur et le pouvoir de l'Etat à l'extérieur, est passible d'une peine de prison ne pouvant être inférieure à cinq ans.

Article 141-1 : Quiconque tente de constituer, constitue, dirige ou oriente, sous quelque dénomination et condition que ce soit, des organisations et leurs activités, dans le but de viser à la domination d'une classe sociale sur une autre ou à la suppression d'une classe sociale par une autre, ou de renverser dans le pays l'un ou l'autre des principaux ordres établis, économiques ou sociaux est passible d'une lourde peine de prison allant de huit à quinze ans.

Article 141-2 : Quiconque oriente ou dirige tout ou partie de ce type d'organisation est passible de la peine capitale.

Quiconque tente de constituer ou constitue, sous quelque dénomination et condition que ce soit, des organisations et quiconque organise, oriente, dirige leurs activités ou les guide dans cette voie, dans le but de viser à la suppression totale de tout ordre juridique et politique de l'Etat, est passible de lourdes peines allant de huit à quinze ans d'emprisonnement.

Article 141-3 : Quiconque tente de constituer ou constitue des organisations, quiconque organise, oriente, dirige leurs activités ou les guide dans cette voie, dans le but de faire diriger l'Etat par un individu ou un groupe ayant des buts contraires à la République et aux principes de la démocratie est passible d'une lourde peine allant de huit à quinze ans d'emprisonnement.

Article 141-4 : Quiconque tente de constituer ou constitue des organisations, quiconque organise, oriente, dirige leurs activités ou les guide dans cette voie, dans le but d'affaiblir ou de supprimer les sentiments nationaux, ou dans le but de supprimer tout ou partie des droits publics reconnus par la Constitution, selon des critères raciaux, est passible d'une lourde peine allant de un à trois ans d'emprisonnement.

Article 141-5 : Quiconque est adhérent d'une de organisations citées aux paragraphes 1,2 et 3 est passible d'une lourde peine allant de cinq à douze ans d'emprisonnement, et quiconque est adhérent d'une organisation citée au paragraphe 4 est passible d'une peine de six mois à deux ans de prison.

Article 141-6 : Quiconque a commis les délits mentionnés dans les paragraphes précédents au sein des services publics, municipalités ou établissements économiques dont le capital appartient tout ou partie à l'Etat, au sein des syndicats, des établissements ouvriers, écoles, établissements d'enseignement supérieur, ou parmi les fonctionnaires, employés et membres de ces institutions, verra sa peine de prison ou lourde peine d'emprisonnement augmentée d'un tiers.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

Article 141-7 : Quiconque a commis un délit décrit dans cet article, s'il fait des dénonciations auprès des autorités compétentes et que ces dénonciations se révèlent exactes lors des dernières procédures, en fonction du cas et des conditions et de la nature de la révélation, peut voir sa peine capitale commuée en lourde peine d'emprisonnement ne pouvant être inférieure à dix ans, et sa lourde peine de prison en peine d'emprisonnement diminuée d'un quart.

Article 141-8 : L'organisation décrite dans cet article est constituée par deux ou plusieurs personnes physiques partageant les mêmes buts.

Article 142-1 : Quiconque fait la propagande visant à la domination d'une classe sociale par une autre ou la suppression d'une classe sociale par une autre, ou au renversement dans le pays, de l'un ou l'autre des principaux ordres établis, économiques ou sociaux, ou à la suppression totale de tout ordre juridique et politique de l'Etat, est passible d'une lourde peine allant de cinq à dix ans d'emprisonnement.

Article 142-2 : Quiconque fait de la propagande, sous quelque forme que ce soit, dans le but de faire diriger l'Etat par un individu ou un groupe ayant des buts contraires à la République et aux principes de la démocratie, est passible de la même peine (lourde peine).

Article 142-3 : Quiconque fait de la propagande sous quelque forme que ce soit dans le but d'affaiblir ou de supprimer les sentiments nationaux ou dans le but de supprimer tout ou partie des droits publics reconnus par la Constituion selon des critères raciaux est passible d'une peine d'emprisonnement de un à trois ans (première instance).

Article 142-4 : Quiconque estime les délits cités dans les paragraphes précédents est passible d'une lourde peine d'emprisonnement de cinq ans dans le cas des paragraphes 1 et 2 et d'une peine de prison allant de six mois à deux ans dans le cas du paragraphe 3.

Article 142-5 : Quiconque a commis les délits dans les paragraphes précédents, parmi les personnes citées dans le paragraphe 6 de l'article 141 ou dans les endroits cités dans le même paragraphe verra sa peine augmentée d'un tiers.

Article 142-6 : Pour les délits décrits dans les paragraphes précédents et commis au moyen de la diffusion, la peine sera augmentée de moitié.

Article 142-7 : Quiconque a commis un délit décrit dans cet article, s'il fait des dénonciations auprès des autorités compétentes et que ces dénonciations se révèlent exaxtes lors des dernières procédures, en fonction du cas et des conditions et de la nature de la révélation, peut voir sa lourde peine et sa peine d'emprisonnement diminuer d'un quart.

Article 158 : Quiconque insulte et injurie le Président de la République en fonction est passible d'une lourde peine d'emprisonnement d'au moins 3 ans.

Article 159 : Quiconque insulte et injurie le turquisme, la République, l'Assemblée Nationale et l'identité morale du Gouvernement, des Ministères, des forces de la sécurité et militaire de l'Etat, ou l'identité morale de la Justice, est passible d'une lourde peine d'emprisonnement allant de un à trois ans.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Maitre Rasim OZ est jugé en vertu de l'article 312 du code pénal turc.

Article 312 : Quiconque estime ou se déclare favorable à un délit que la loi considère comme un crime, quiconque incite les diverses classes de la société à la haine et à la vengeance, de manière dangereuse pour la société générale, ou incite le peuple à désobéir à la loi, est passible d'une peine de prison allant de trois mois à un an et d'une lourde amende allant de 50 à 500 livres turques (instance).

Pour les délits décrits dans le paragraphe précédent et commis au moyen de la diffusion, la peine sera doublée.

NB : en vertu de la loi portant le numéro 2248, la lourde amende est décuplée.

Maitre Attila COSKUN est jugé en vertu de l'article 141-5 du code pénal turc (voir page 1).

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

PARLEMENT EUROPEEN

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

B2 - 535/1
B2 - 584/1

6 Juillet 1988

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

adopté

Projet conjoint de résolution

Présenté par Monsieur LOMAS au nom du Groupe Socialiste

et Monsieur WURT et Madame CASTELINA, au nom du Groupe Communiste et apparentés.

Remplaçant les projets de résolution présentés par :

- Monsieur LOMAS, au nom du Groupe Socialiste (Doc - B 2-535/88)

- Monsieur WURTZ et d'autres, au nom du Groupe Communiste (Doc B 2 - 584/88)
relative à la Turquie et au procès de KUTLU et SARGIN.

- Le Parlement européen,

A - Considérant que le procès de Haydar KUTLU, Secrétaire du Parti Communiste, et de Nitrat SARGIN, Secrétaire du Parti Ouvrier de Turquie, s'est ouvert le 8 Juin à ANKARA et a été ajourné au 20 Juillet,

B - Considérant que le Procureur général admet dans son acte d'accusation que Kutlu et Sargin ne sont accusés d'aucun acte de violence.

C - Condamnant l'ouverture de poursuites légales contre le Parti Socialiste fondé en Janvier 1988, qui a regroupé un ensemble de mouvements de gauche,

D - Condamnant la saisie de 11 publications pour avoir rendu compte du procès de Monsieur KUTLU et Monsieur SARGIN,

1 - Condamne le manque continu de respect des droits de l'homme en Turquie et proteste contre les violations des droits de la défense,

2 - Appelle les autorités turques à libérer Monsieur KUTLU et Monsieur SARGIN, et toutes les autres personnes poursuivies pour leurs convictions, et à réliser la nécessaire révision du code pénal turc afin de garantir la liberté de pensée, la libre activité politique et la liberté religieuse en Turquie;

3 - Est préocuppé et consterné par le fait que le gouvernement turc n'a pas répondu d'aucune manière aux trois résolutions relatives au procès de Monsieur KUTLU et Monsieur SARGIN ;

4 - Appelle au plein rétablissement des libertés syndicales politiques et religieuses actuellement suspendues ;

5 - Donne instruction à son président de transmettre cette résolution au Conseil, à la Commission(européenne) et au Gouvernement Turc.

PE. 125. 081/1

125.082/1

PARLEMENT EUROPÉEN

18 MAI 1988

B 2-304/1
B 2-322/1

PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par M. GLINNE, au nom du groupe socialiste
Mme CASTELLINA, au nom du groupe communiste et apparentés

et visant à remplacer les propositions de résolution de :

- M. GLINNE, au nom du groupe socialiste (doc. B 2-304/88)
- Mme CASTELLINA et autres, au nom du groupe communiste et apparentés (doc. B 2-322/88)

sur la Turquie

Le Parlement européen,

- vu ses précédentes prises de position et notamment ses résolutions du 19 novembre 1987 et du 21 janvier 1988,

A. constatant que la célébration du 1er mai est toujours interdite en Turquie et ce depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980,

B. constatant que, malgré cette interdiction, huit députés du parti social-démocrate - dont le président de la fédération syndicale de gauche, interdite, le DISK - ont déposé une gerbe au monument de la République, au centre d'Istanbul, à la mémoire des 34 manifestants tombés à cet endroit le 1er mai 1977,

C. constatant qu'à cette occasion, 500 à 1 000 personnes, dont de nombreux syndicalistes, ont été violemment dispersées par la police, laquelle a procédé à 69 arrestations,

D. constatant que ces événements avaient été précédés, deux jours auparavant, par des manifestations contre la vie chère rassemblées par les deux leaders de l'opposition, MM. Inonu, président du parti populiste social-démocrate, et Demirel, président du parti de la juste voie, ainsi que par des arrestations à la suite d'affrontements entre des étudiants et la police à l'université d'Istanbul,

E. constatant que, devant ce regain de tension, M. Kenan Evren, président de la République turque, a rappelé que l'armée interviendrait "pour sauver la démocratie" si l'on revenait "au chaos et à la terreur" qui précédèrent le coup d'Etat,

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİV

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

PE 123.504/1
123.505/1
Or. Fr.

F. considérant que le gouvernement turc n'a toujours pas répondu à l'appel du Parlement européen demandant la libération des prisonniers politiques, notamment de MM. Kutlu et Sargin, condamnés à 500 ans de prison et dont le procès commence le 8 juin ;

1. constate que les événements liés à l'interdiction de la célébration du 1er mai sont un signe du peu de volonté du gouvernement turc de réaliser des progrès significatifs en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

2. condamne ces nouvelles violations flagrantes des droits démocratiques par un gouvernement d'un pays qui a conclu un traité d'association avec la CEE ;

3. demande la libération de toutes les personnes emprisonnées après les manifestations, une enquête objective sur les circonstances au cours desquelles des personnes ont trouvé la mort le 1er mai ainsi que la libération des détenus politiques en Turquie ;

4. demande le plein rétablissement des libertés syndicales et politiques pour toutes les forces démocratiques qui, actuellement, restent interdites ;

5. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne et au gouvernement turc.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

doc. B2-1326/87

RESOLUTION

sur les arrestations arbitraires survenues en Turquie le 16 novembre 1987

Le Parlement européen,

A. considérant que la Turquie est liée à la C.E.E. par un accord d'association,
B. considérant la décision du gouvernement turc de tenir des élections le 29 novembre,
C. considérant sa décision d'envoyer une délégation d'observateurs à ces élections,
D. considérant le retour en Turquie de MM. NIHAT SARGIN et HAYDAR KUTLU, secrétaires généraux du Parti ouvrier de Turquie et du Parti communiste de Turquie,
E. considérant que plusieurs parlementaires nationaux et européens ont décidé d'accompagner dans leur retour à ANKARA ces deux personnalités,

1. fait part de son inquiétude après avoir appris que MM. NIHAT SARGIN et HAYDAR KUTLU ont été arrêtés à leur arrivée à ANKARA, brutalement séparés des parlementaires qui les accompagnaient et gardés à vue, dans l'isolement, au commissariat central de la ville;

2. demande la libération immédiate de ces deux personnalités, et que soit garantie dans l'avenir leur libre activité politique dans le pays, afin de contribuer à l'établissement d'un processus démocratique en Turquie;

3. demande aux Ministres des Affaires Etrangères réunis dans le cadre de la coopération politique d'intervenir d'urgence auprès du gouvernement turc;

4. demande à son Président d'intervenir dans le même sens auprès des autorités turques;

5. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique, aux gouvernements des Etats membres, ainsi qu'au gouvernement turc et à la Grande Assemblée nationale de Turquie.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

LE MONDE DU 18 JUIN 1988

TURQUIE - LIBERTE

Les soussignés, soucieux du respect des droits de l'homme et des libertés :
Souhaitant que le Turquie prenne sa place parmi les démocraties européennes jouissant pleinement des libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'association :
demandent la libération immédiate de M. Haydar Kutlu, secrétaire général du Parti communiste de Turquie, et du docteur Nihat Sargin, secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie et la possibilité de mener leurs activités politiques en toute liberté et légalement ;
Demandent avec les intéressés, même s'ils ne partagent pas toutes leurs idées :
- la levée de tous les obstacles à l'exercice des droits et libertés démocratiques pour tous les courants de pensée,
- l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion, la fin des poursuites pour cette raison,
- la liberté de retour et d'activité des réfugiés politiques
- la fin de toute pratique tortionnaire et la punition des auteurs,
- l'abolition de la peine de mort.

Association internationale des juristes démocrates.
Association française des juristes démocrates.
Association France-Turquie.
Avocats européens démocrates.
Cimade.
Comité pour l'indépendance et le développement.
Confédération générale du travail.
Fédération de l'éducation nationale.
Fédération internationale des droits de l'homme.
Ligue des droits de l'homme française.
Ligue africaine des droits de l'homme et des peuples.
Magistrats européens pour la démocratie et les libertés.
Mouvement des radicaux de gauche.
Parti communiste français.
Parti socialiste unifié.
Syndicat de la magistrature.
Syndicat des avocats de France.
Turquie liberté (Comité pour contribuer à la démocratisation de la Turquie).
Union Nationale des Etudiants de France.
Union Internationale des Etudiants.

TURQUIE LIBERTÉ - BOURSE DU TRAVAIL
9-11, RUE GÉNIN - 93200 SAINT-DENIS
C.C.P. 24.465 14 K PARIS

TÜRKİYE SOSYAL TÜSTAV TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

Appel des Organisations Françaises à la presse de TURQUIE

ÇAĞRI

Cumhuriyet 6 9.07.88

İnsan hak ve özgürlüklerine saygıyla bağlı biz aşağıda imzaları bulunan örgütler, Türkiye'nin düşünce, söz ve örgütlenme gibi temel özgürlüklere gerçekten kavuşarak, Avrupa demokrasileri içinde yerini almasını diliyor,

Sayın **Haydar KUTLU** ve **Dr. Nihat SARGIN**'ın derhal serbest bırakılarak siyasi faaliyetlerini tamamen özgür ve yasal olarak yürütebilmelerine olanak verilmesini istiyoruz.

Haydar KUTLU ve **Nihat SARGIN**'ın tüm düşüncelerini paylaşmasak bile, onlar ile birlikte;

— Tüm düşünce akımları için demokratik hak ve özgürlüklerin kullanımının önündeki bütün engellerin kalkmasını,
— Düşüncelerinden dolayı tutuklu olanlara genel af çıkarılmasını ve bu nedenle yürütülen soruşturmalara son verilmesini,
— Siyasi göçmenlerin ülkelerine dönme ve politik faaliyetlerini sürdürme özgürlüğünü,
— Her türlü işkence uygulamasına son verilmesini ve sorumluların cezalandırılmasını,
— Ölüm cezalarının kaldırılmasını istiyoruz.

ULUSLARARASI İNSAN HAKLARI FEDERASYONU (FIDH)
FRANSA İNSAN HAKLARI ÖRGÜTÜ (LDH)
FRANSA YARGIÇLAR SENDİKASI (SM)
FRANSA AVUKATLAR SENDİKASI (SAF)
FRANSA DEMOKRAT HUKUKÇULAR ÖRGÜTÜ (AFJD)
ULUSLARARASI DEMOKRAT HUKUKÇULAR ÖRGÜTÜ (AIJD)
DEMOKRASİ VE ÖZGÜRLÜKLER İÇİN AVRUPA YARGIÇLAR ÖRGÜTÜ (MEDEL)
AVRUPA DEMOKRAT AVUKATLAR ÖRGÜTÜ (AED)
AFRİKA İNSAN VE HAKLAR HAKLARI ÖRGÜTÜ (LADHP)
FRANSA TÜRKİYE DERNEĞİ (AFT)
GENEL İŞ KONFEDERASYONU (CGT)
ULUSAL EĞİTİM FEDERASYONU (FEN)
FRANSIZ KOMÜNİST PARTİSİ (PCF)
BİRLEŞİK SOSYALİST PARTİ (PSU)
RADİKAL SOL PARTİ (MRG)
CIMADE YARDIM KURUMU (CIMADE)
TÜRKİYE'NİN DEMOKRATİKLEŞMESİNE KATKI KOMİTESİ (TURQUIE LIBERTE)
PARIS 1 Haziran 1988
ÖZGÜRLÜK VE KALKINMA KOMİTESİ (CID)

Bu çağrı 8 haziran tarihli LE MONDE gazetesinde yayımlanmıştır.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

LA DÉCLARATION PORTANT LA SIGNATURE DES DÉPUTÉS DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le procès de MM. KUTLU et SARGYN s'ouvrira le 8 juin à Ankara. Dans l'acte d'accusation, le procureur lui même a admis que aucun acte de violence n'est reproché aux deux secretaires généraux. (P. 62) Dans l'acte d'accusation figure clairement que Kutlu et Sargyn sont accusés, et doivent être condamnés, premièrement à cause de leurs convinctions communistes (p. 14), et deuxièmement pour avoir défendu le droit démocratique du peuple kurde. (P. 118)

Cette accusation contre Sargyn et Kutlu sont de nouvelles preuves que le proces va à l'encontre des articles 9, 10, et 11 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le proces est aussi en contradiction avec les récentes déclarations du gouvernement turc visant à réstaurer les droits démocratiques en Turquie.

Nous lançons un appel au gouvernement turc, afin que les deux secrétaires généraux, ainsi que toute personne poursuivie pour ses convinctions soient relachées sans délai, ainsi qu'à procéder aux réformes nécessaires du code pénal, garantissant la liberté d'opinion et les activités politiques en Turquie

(la liste est dans la page suivante).

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

AVRUPA PARLAMENTERLERİNİN DEMOKRASİ İÇİN DAYANIŞMA ÇAĞRISI

"Sayın Kutlu ve Sargın hakkındaki dava 8 haziran günü Ankara'da başlıyor. İki Genel Sekreterin hiçbir şiddet eylemiyle suçlanmadıklarını savcı kendisi de iddianamede kabul ediyor (s. 62). Kutlu ve Sargın'ın şu iki nedenle suçlandıkları ve mahkûm edilmelerinin istendiği iddianamede açıkça görülüyor: **Birincisi,** komünist inançlara sahip olmak s. 14, **ikincisi,** Kürt halkının demokratik hakkını savunmuş olmak (s. 118).

"Öte yandan, dava, Türk hükümetinin Türkiye'de demokrasinin yeniden kurulacağı konusunda son zamanlarda yaptığı açıklamalarla çelişmektedir.

"Türk hükümetine, iki genel sekreterin ve inançları nedeniyle kovuşturmaya uğrayan herkesin derhal serbest bırakılması, bunun yanı sıra Ceza Yasası'nda Türkiye'de düşünce özgürlüğünü ve politik etkinlikleri güvence altına alan zorunlu reformlara gidilmesi çağrısında bulunuyoruz."

19 Mayıs 1988, Strasbourg

BELÇİKA
M. ULBURGHS Jef *(Non-inscrit)*
Mme. DURY Raymonde *(Groupe Socialiste)*
M. GLINNE Ernest *(Groupe Socialiste)*

DANİMARKA
Mme. HAMMERICH Else *(Groupe Arc-en-Ciel)*

FEDERAL ALMANYA
M. SAKELLARIOU Jannis *(Groupe Socialiste)*
M. SCHMID Gerhard *(Groupe Socialiste)*
Mme. SEIBEL LIESELOTTE *(Groupe Socialiste)*
Mme. SCHMIDBAUER Barbara *(Groupe Socialiste)*
Mme. ROTHE Mechtild *(Groupe Socialiste)*
M. Th. V. D. VRING *(Groupe Socialiste)*
M. VITTINGHOF Kurt *(Groupe Socialiste)*
M. VETTIG Klaus *(Groupe Socialiste)*
M. SCHINZEL Dieter *(Groupe Socialiste)*
M. VETTER Oscar *(Groupe Socialiste)*
M. HITZIGRATH Ruydiger *(Groupe Socialiste)*
M. VON NOSTITZ *(Groupe Arc-en-Ciel)*
M. VON UEXKULL Jacob *(Groupe Arc-en-Ciel)*
M. TELKAMPER Wilfried *(Groupe Arc-en-Ciel)*
M. HARLIN Benedikt *(Groupe Arc-en-Ciel)*
Mme. BLOCH VON BLOTTNITZ U. *(Groupe Arc-en-Ciel)*

FRANSA
M. BAILLOT Louis *(Groupe Communiste)*
M. PIQUET René *(Groupe Communiste)*
M. WURTZ Francis *(Groupe Communiste)*
M. CHAMBEIRON Robert *(Groupe Communiste)*
M. PRANCHERE Pierre *(Groupe Communiste)*
M. MAFFRE-BAUGE Emmanuel *(Groupe Communiste)*
Mme. LE ROUX Sylvie *(Groupe Communiste)*
Mme. DE MARCH Danielle *(Groupe Communiste)*
M. COSTE-FLORET Alfred *(Groupe RDE)*

HOLLANDA
M. VAN DER LEK Bram *(Groupe Arc-en-Ciel)*
Mme. VAN DIJK *(Groupe Arc-en-Ciel)*
Mme. VAN DEN HEUVEL Ien *(Groupe Socialiste)*
M. DANKERT Pieter *(Groupe Socialiste)*

İNGİLTERE
M. NEWENS Arthur Stanley *(Groupe Socialiste)*
M. BALFE Richard *(Groupe Socialiste)*
M. LOMAS Alfred *(Groupe Socialiste)*
M. SEAL Barry *(Groupe Socialiste)*
M. NEWMAN Edward *(Groupe Socialiste)*
M. MEGAH Thomas *(Groupe Socialiste)*

İSPANYA
M. DIAZ DEL RIO JAUDENS Ramon *(European Democratic)*
M. PEREZ-ROYO Fernando *(Groupe Communiste)*
M. GUTIERREZ-DIAZ Antoni *(Groupe Communiste)*
M. PUERTA-GUTIERREZ Alonso *(Groupe Communiste)*

İTALYA
Carla BARBARELLA
Roberto BARZANTI
Aldo BONACCINI
Angelo CAROSSINO
Luciana CASTELLINA
Gianni CERVETTI
Marisa CINCIARI RODANO
Pancrazio DE PASQUALE
Guido FANTI
Bruno FERRERO
Carlo GALLUZZI
Natalino GATTI
C. Alberto GRAZIANI
Francesca MARİNARO
Alberto MORAVİA
Alessandro NATTA
Giancarlo PAJETTA
Giovanni PAPAPIETRO
Andrez RAGGIO
Tonnaso ROSSI
Giorgio ROSSETTI
Sergio SEGRE
Vera SQUARCIALUPI
Renzo TRİVELLİ
Lalla TRUPİA
Maurizio VALENZİ
RİGO
CHİABRANDO

PORTEKİZ
M. MIRANDA DA SILVA Joaquim *(Groupe Communiste)*
M. ABOIM INGLEZ Carlos *(Groupe Communiste)*
M. BARROS MOURA José *(Groupe Communiste)*
Mme. BELO Maria *(Groupe Socialiste)*
M. COIBRA Martins A.A. *(Groupe Socialiste)*
M. MEDEIROS Ferreira José Manuel *(Groupe Socialiste)*
M. FERNANDO CONDESSO *(Groupe LDR)*
M. GAMA *(Groupe PPE)*
M. MADEIRA Luis Filipe *(Groupe Socialiste)*
M. GOMES Fernando *(Groupe Socialiste)*
M. VASCO GARCIA *(Groupe LDR)*

YUNANİSTAN
M. EFREMIDIS Vasilios *(Groupe Communiste)*
M. ALAVANOS Alexandros *(Groupe Comnuniste)*
M. DESSYLAS Dimitrios *(Groupe Communiste)*
M. KOLOKOTRONIS Spiridon *(Groupe Socialiste)*
M. MAVROS Georgios *(Groupe Socialiste)*
M. TZOUNIS Ioannis *(Groupe P.P.E.)*
M. LAMBRIAS Panagiotis *(Groupe P.P.E.)*
Mme. PANTAZI Kostantina *(Groupe Socialiste)*
Mme. GIANNAKOU-KOUTSIKOU M. *(Groupe P.P.E.)*
M. AVGERINOS Paraskevas *(Groupe Socialiste)*
M. STAVROU Kostantinos *(Groupe P.P.E.)*
M. PLASKOVITIS Spiridon *(Groupe Socialiste)*
M. PAPAKYRIAZIS Nicolaos *(Groupe Socialiste)*

Cumhuriyet

3 juin 1988

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

DECLARATION COMMUNUNE DES PARTIS COMMUNISTES D'EUROPE

Haydar Kutlu et Nihat Sargin, respectivement secrétair général du Parti Communiste de Turquie et secrétaire général du Parti Ouvrier de Turquie, sont rentrés d'exil dans leur pays, le 16 Novembre dernier, dans l'intention de créer un Parti Communiste unifié, légal, qui puisse participer, au grand jour à la vie politique dans leur pays.

Ils ont aussitôt été arrêtés, sous les yeux des parlementaires et juristes de nombreux pays européens qui les accompagnaient. Emprisonnés et longuement torturés, ils sont poursuivis pour délit d'opinion et menacés des peines les plus graves, au mépris des droits de l'homme. Leur procès, plusieurs fois interrompu, se déroule dans des conditions qui entravent les droits de la défense.

Les Partis soussignés (1) saluent le courage de KUTLU et de SARGIN et les assurent de leur totale et fraternelle solidarité. Ils se félicitent du large mouvement qui rassemble pour leur libération des forces politiques, des élus, des juristes, des hommes et des femmes de toutes opinions et appartenances et s'engagent à contribuer au renforcement de cette action pour la liberté et les droits humains. Ils exigent des autorités turques :

- la libération immédiate de HAYDAR KUTLU et NIHAT SARGIN et de leurs coinculpés ;

- l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion ;

- la légilisation du Parti Communiste unifié de Turqui et de toutes les formations démocratiques ;

- le libre exercice des libertés syndicales et politiques.

- Parti Communiste d'Allemagne (DKP)
- Parti Communiste d'Autriche
- Parti Socialiste unifié de Berlin-Ouest
- Parti Socialiste unifié d'Allemagne (RDA)
- Parti Communiste de Bulgarie
- Parti Progressiste du peuple (Chypre)
- Parti Communiste du Danemark
- Parti Communiste d'Espagne
- Parti Communiste de Finlande
- Parti Communiste Français
- Parti Communiste de Grande-Bretagne
- Parti Socialiste Ouvrier Hongrois
- Parti Communiste de Grèce
- Parti Communiste d'Irlande
- Parti Communiste Luxembourgeois
- Parti Communiste de Malte
- Parti Communiste de Norvège
- Parti Communiste des Pays-Bas
- Parti Ouvrier Unifié Polonais
- Parti Communiste Portugais

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

.../..

- *Parti Communiste de Saint-Marin*
- *Parti Suisse du Travail*
- *Parti Communiste de Suède*
- *Parti Communiste de Turquie*
- *Parti Communiste de Tchécoslovaquie*
- *Parti Communiste d'Union Soviétique*
- *Ligue des Communistes de Yougoslavie.*

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV
ARŞİVİ

OBSERVATEURS AU PROCES DE KUTLU ET SARGIN

La délégation d'observateurs qui s'était rendue en Turquie pour l'audience du 8 juin était composée de mesdames et messieurs :

Anne Marie DELMARES : avocate, membre du Conseil de l'Ordre des Hauts de Seine

Jean Luc RIVOIRE : avocat, membre du Conseil de l'Ordre des Hauts de Seine

mandatés par les Barreaux des Hauts de Seine, de Paris, la conférence des Barreaux de l'Ile de France (Auxerre, Bobigny, Chartres, Créteil, Evry, Fontainebleau, Meaux, Melun, Nanterre, Paris, Pontoise, Sens, Versailles)

et le mouvement international des juristes catholiques.

Charles LEDERMAN : Sénateur et avocat

Francis WURTZ : député européen mandaté par le PCF

Hélène MAGLIANO DUCHEMIN : présidente du Tribunal pour l'enfance de Nanterre, mandatée par le syndicat de la magistrature et la CIMADE

Mireille SALMON : avocat mandaté par l'association internationale des juristes démocrates.

La délégation d'observateurs qui s'était rendue en Turquie pour l'audience du 17 juin était composée de messieurs :

Patrick BAUDOUIN : avocat au Barreau de Paris, secrétaire général de la fédération internationale des Droits de l'Homme mandaté également par la Ligue des Droits de l'Homme

Jacques TREGARO : membre du secteur relation internationale de la CGT

Pierre LIMA : avocat au Barreau de Paris chargé des relations internationales de la ligue Africaine des Droits de l'Homme et des peuples.

La délégation qui s'était rendue en Turquie pour l'audience du 4 juillet était composée de messieurs :

Maurice OLIVIER : avocat au Barreau de Versailles

Jean Pierre CHOQUET : avocat au barreau de Nanterre

mandatés par leurs barreaux et également par la conférence des barreaux de l'Ile de France et la fédération internationale des Droits de l'Homme.

Michel COSTE : avocat au Barreau de Valence mandaté par le syndicat des avocats de France.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

La délégation qui s'était rendue en Turquie pour l'audience du 20 Juillet était composée de mesdames et messieurs :

Francis CARRIE : secrétaire national de la Fédération de l'Education Nationale

Françoise Germaine ROBIN : journaliste au journal l'Humanité quotidienne

Jean-François COURBE : syndicaliste, mandaté par la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.)

Franck BOULIN : secrétaire de l'Union Internationale du Service Public mandaté par UISP et la FSM.

La délégation d'observateurs qui s'était rendue en Turquie pour l'audience du ler Août était composée de :

Frédéric GEISSMAN : Secrétaire National de l'UNEF

Bernard DELJARRIE : Membre du Comité Central de la ligue des droits de l'homme, mandaté également par la Fédération Internationale des droits de l'homme.

Françoise Germaine ROBIN : journaliste au journal l'Humanité quotidienne, mandatée également par le SNJ-CGT

DELEGATION LE 10 AOUT 1988 ETAIT COMPOSEE DE =

Philippe POURCHEZ, avocat du barreau d'Amiens. Mandaté par l'Association interantionale desjuristes démocrates.

Yves GRENET, membre de la présidence du Conseil Mondial de la Paix, membre de la direction du Mouvement de la Paix et du Comité National pour l'Indépendance et le Développement.

Françoise GERMAIN ROBIN, Journaliste de l'Humanité. Mandatée par SNJ-C.G.T.

POUR L'AUDIENCE DU 17 AOUT :

André RENARD, adjoint au maire du Raincy et Conseiller Général de la Seine St Denis. Mandaté par le P.C.F.

POUR L'AUDIENCE DU 24 AOUT 1988

Patrick SANTINI, membre du Bureau Politique du PSU

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/78/87
Distr: UA/SC

UA 324/87 Legal/Health Concern

19 November 1987

TURKEY: Haydar KUTLU, aged 43
Dr Nihat SARGIN, aged 61

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Amnesty International is concerned about the detention of Haydar Kutlu, Secretary General of the illegal Turkish Communist Party (TKP), aged 43, and Dr Nihat Sargin, Secretary General of the banned Turkish Workers' Party (TIP), aged 61, chest specialist and surgeon, who were taken into custody around 1.30 pm on 16 November 1987 at Ankara Esenboga Airport, upon returning to Turkey from exile. Amnesty International considers them to be prisoners of conscience.

They were taken to Ankara Police Headquarters and are reportedly still held there without access to their lawyers or families. Their detention is based on charges relating to their leading position in the TKP and TIP.

Amnesty International is informed that both men were in need of medical attention on 18 November. Ninat Sargin is reported to have high blood-pressure and Haydar Kutlu to have suffered a heart spasm. He had to be taken to the infirmary of Ankara Police Headquarters. One doctor and two nurses were called in for treatment of the detainees.

Amnesty International considers both men to be prisoners of conscience held on account of their non-violent political activities. According to Amnesty International's information neither Haydar Kutlu nor Nihat Sargin ever used or advocated violence and nor have the political parties in which they hold leading positions.

BACKGROUND INFORMATION:

The Turkish Communist Party (TKP) has been illegal since its foundation in the early 1920s. The Turkish Workers' Party (TIP) was legal until the military coup in September 1980. Since the coup hundreds of members of both parties have been prosecuted, sentenced and imprisoned for their non-violent political activities. As recently as 28 October this year sentences of up to 16 years imprisonment, passed on 104 members of the TKP, were confirmed by the Military Appeal Court.

The maximum detention period in Turkey is 24 hours. This period may be extended to 15 days depending on the 'nature of the crime' (this clause is generally used for political offences) or in cases involving three or more suspects. During this period detainees are denied access to their legal counsels or relatives, although Turkish law provides for immediate access.

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials* for *all political prisoners* and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of all prisoners.

DOCUMENTATION

Début du procès des dirigeants communistes turcs

Manifestation de solidarité avec Kutlu et Sargin, ce soir à Paris. (Page 13.)

(L'Humanité - Merc. 8 JUIN 88

L'Humanité 8 JUIN 88.

Le procès de Kutlu et Sargin s'ouvre aujourd'hui

INQUISITION A ANKARA

Les deux dirigeants communistes turcs ont été arrêtés le 16 novembre à leur retour d'exil
Ils sont menacés de huit cents ans de prison. Manifestation ce soir à Paris, devant l'ambassade du général Evren

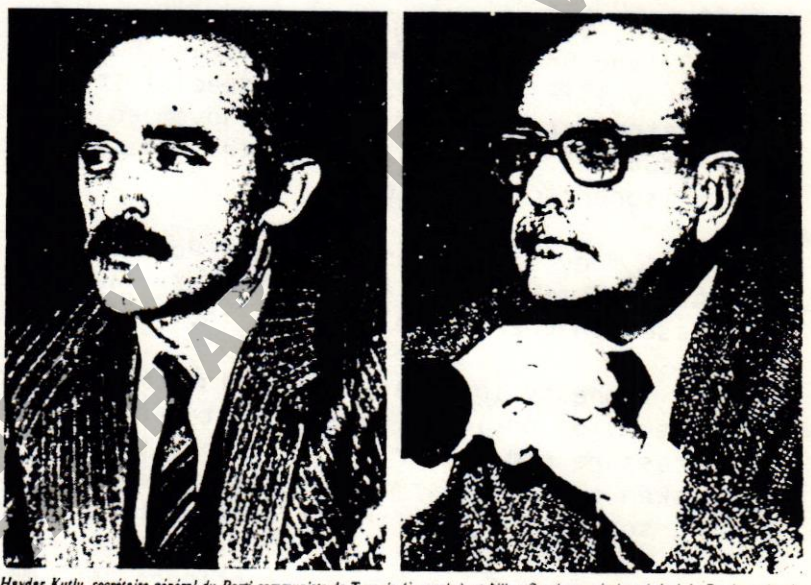
« PLAIGNANT : ministère public de la République de Turquie. Accusés : Haydar Kutlu et Nihat Sargin. Leurs délits : être le secrétaire général du Parti communiste de Turquie illégal, et le secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie hors la loi et les fondateurs (tous deux) du Parti communiste unifié de Turquie ; projeter l'instauration d'un type d'administration et d'Etat obéissant à un ordre marxiste-léniniste et, par conséquent : tenter de former un parti illégal pour instaurer la domination d'une classe sociale sur les autres classes sociales. »

C'est en ces termes que débute l'acte d'accusation présenté par le parquet du tribunal d'Ankara contre les deux dirigeants communistes turcs, arrêtés le 16 novembre dernier, le jour même où, ouvertement, et après l'avoir annoncé publiquement, ils avaient mis fin à leur exil en rentrant dans leur pays.

Ce mercredi, devant la Cour de sûreté de l'Etat de la capitale turque, commence leur procès. Avec eux se trouveront quatorze autres accusés, parmi lesquels leurs propres avocats, Attila Coskun et Rasim Oz, « coupables » d'avoir voulu assurer leur défense.

Une délégation d'observateurs a quitté Paris mardi matin pour assister au procès. Elle est composée de : Hélène Mogliana-Duchemin, présidente du tribunal pour enfants de Nanterre, mandatée par le Syndicat de la magistrature ; Mireille Salmon, mandatée par l'Association internationale des juristes démocrates ; Anne-Marie Delmares, avocate, membre du Conseil de l'ordre des Hauts-de-Seine ; Jean-Luc Rivoire, avocat, membre du Conseil de l'ordre des Hauts-de-Seine, mandaté par les barreaux de son département et de Paris, ainsi que par la conférence des Barreaux de l'Ile-de-France, et par le Mouvement international des juristes catholiques ; Francis Wurtz, député communiste à l'Assemblée européenne et Charles Lederman, avocat et sénateur communiste.

Haydar Kutlu et Nihat Sargin risquent d'être condamnés, si les juges suivent la demande du parquet, à huit cents ans de prison chacun... en « vertu » notamment de quatre articles du Code pénal (141, 142, 270 et 272), directement inspirés des lois fascistes italiennes et « importés » en Turquie.



Haydar Kutlu, secrétaire général du Parti communiste de Turquie (à gauche), et Nihat Sargin, secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie. (Photos Sipa.)

L'acte d'accusation lui-même reconnaît ce fait en affirmant que « notre premier Code pénal de la République que nous avons adopté en 1926 est emprunté à l'Italie ». Ces articles interdisent tous droits et libertés s'exerçant dans l'intention « d'assurer la domination d'une classe sociale sur une autre ». Les modifications successives apportées à cette « législation » interdisent toute activité politique, même par la voie légale, démocratique et pacifique, mettant en cause d'une manière quelconque la structure du régime et ses dirigeants.

Dès leur arrestation, sous les yeux d'une délégation internationale comprenant notamment des parlementaires communistes français et des élus européens appartenant à toutes les tendances politiques (à l'exception de l'extrême droite), les deux dirigeants communistes ont été maintenus dans le plus strict isolement dans les locaux du « laboratoire d'investigations approfondies » d'Ankara. Un centre d'inquisition renommé. Torturés systématiquement, Haydar Kutlu et Nihat Sargin l'ont été pendant les dix-neuf jours de garde à vue. « Pendant dix jours, assis sur une chaise, sans dormir, les yeux bandés, j'ai été interrogé », devait déclarer le premier, dans une lettre publiée par un journal turc à la mi-décembre de l'année dernière. « Tout nu, j'ai été obligé de rester debout. J'ai été pendu par les mains, ils ont dirigé sur moi des jets d'eau froide. (...) Ils m'ont attaché un câble électrique aux mains et au sexe (...), ils m'ont mouillé avec de l'eau et ensuite ils ont branché le courant électrique. » Nihat Sargin, pour sa part, a été l'objet de tortures chimiques sous forme de piqûres de neuroleptiques.

Ce ne fut que grâce aux multiples démarches et protestations des parlementaires français, en particulier les communistes, mais également les Verts, les sociaux-démocrates et des dirigeants chrétiens-démocrates et conservateurs membres de l'Assemblée européenne, que les deux dirigeants ouvriers turcs furent transférés en prison civile.

Si les autorités françaises ont refusé d'intervenir en leur faveur — Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, avait qualifié d'« incident » l'arrestation de Sargin et Kutlu — il n'en fut pas de même pour la majorité des élus de l'Assemblée européenne qui ont, jusqu'à ce jour, refusé l'adhésion du régime turc à la CEE. Dès décembre 1987, les élus européens ont rejeté des protocoles d'accord avec la Turquie. Le 16 décembre, une enquête a été exigée. En janvier 1988, une résolution présentée par les communistes, les Verts et les socialistes a demandé aux ministres des Affaires étrangères de l'Europe des Douze d'intervenir contre les atteintes aux droits de l'homme en Turquie. Ce qui n'a pas empêché Paris d'envoyer à Ankara Jean-Bernard Raimond pour tenter de vendre des armes au général Evren.

Le 19 mai dernier l'Assemblée européenne condamnait une nouvelle fois « les violations flagrantes des droits démocratiques » en Turquie et exigeait la libération immédiate des deux dirigeants communistes.

De leur côté, les communistes et les démocrates français ont multiplié les démarches, les manifestations et les interventions, tant auprès des autorités de Paris qu'auprès des dirigeants d'Ankara.

Aujourd'hui, Kutlu et Sargin font face à leurs juges. Il faut qu'ils soient acquittés. Il faut faire en sorte que, librement, ils puissent vivre dans leur pays. L'opinion publique française est directement concernée : elle doit agir pour le droit.

Michel Muller

TURQUIE-LIBERTE, CE SOIR A PARIS

Le Comité pour la démocratisation de la Turquie (1) lance un appel à « tous les démocrates, tous ceux qui sont épris de justice et de liberté » à se rassembler, ce mercredi soir, à 18 h 30, devant l'ambassade de Turquie à Paris, angle avenue de Lamballe et avenue Kennedy (métro Passy), pour demander :

— la libération de Haydar Kutlu et de Nihat Sargin et la possibilité pour eux de mener leurs activités politiques en toute liberté ;

— la levée de tous les obstacles à l'exercice des droits et libertés démocratiques en Turquie ;

— l'amnistie générale pour tous les prisonniers d'opinion ;

— la liberté de retour et d'activité des réfugiés politiques ;

— l'arrêt des tortures et la punition des tortionnaires.

Se sont jointes à l'appel les organisations suivantes : Avocats européens démocrates, Association française des juristes démocrates, association France-Turquie, Association internationale des juristes démocrates, CIMADE, Comité pour l'indépendance et le développement, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Confédération générale du travail, Fédération internationale des droits de l'homme, Ligue africaine des droits de l'homme et des peuples, Ligue des droits de l'homme, Magistrats européens pour la démocratie et les libertés, Parti communiste français, Mouvement des radicaux de gauche, Parti socialiste unifié. Avec le soutien de la Fédération de l'Education nationale.

A Strasbourg, siège de l'Assemblée européenne, les communistes appellent à un rassemblement, aujourd'hui à midi, devant le consulat de Turquie, 10, rue Lamy.

(1) Bourse du travail - 9, 11, rue Genin, 93200 Saint-Denis. CCP - Naïm Gemrik, 24 465 14 K Paris.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

Libération JEUDI 9 JUIN 988.

TURQUIE

Deux communistes en procès

Coupables d'« activités communistes », Haydar Kutlu et Nihat Sargin risquent 275 ans de prison. Pour avoir renoncé à l'exil en pleine « démocratisation ».

Haydar Kutlu et Nihat Sargin comparaissent depuis hier matin devant la Cour de sûreté de l'Etat turc à Ankara. Ces deux leaders communistes turcs ont déjà passé sept mois en prison après leur arrestation mouvementée, en novembre dernier à l'aéroport d'Ankara. Placés depuis en régime d'isolement, les deux hommes affirment avoir été torturés en prison. Ils risquent une peine de deux cent soixante-quinze ans de détention, au titre des articles 141 et 142 du code pénal turc, qui interdisent les « activités communistes ».

Kutlu et Sargin avaient tenté, en rentrant inopinément d'exil à la veille des « législatives » de novembre, de forcer la main au gouvernement civil du conservateur Turgut Ozal et d'obtenir la légalisation de leur parti. Mais leur tentative s'était heurtée au veto des militaires, toujours puissants en Turquie et représentés à la tête de l'Etat par le général Evren, qui avait imposé au gouvernement une ligne dure.

Leur procès prend aujourd'hui valeur de test sur les frontières de la « démocratisation » turque. D'autant qu'il se déroule en parallèle avec celui ouvert à Istambul contre six dirigeants du Parti socialiste turc. Les leaders du PST (fondé il y a quatre mois), dont le secrétaire général Ferit Ilsever, risquent eux, quinze ans de prison.

Une centaine de parlementaires européens ont fait le voyage à Ankara pour soutenir Kutlu et Sargin, défendus par une équipe de quatre cent-vingt avocats, dont de nombreux anglais, français, allemands et italiens. Malgré les pressions européennes, les autorités turques paraissent décidées à maintenir la « ligne de la fermeté ».

Pour le parti au pouvoir, le Anap, (Parti de la mère patrie), le moment est mal choisi, il est vrai, pour de nouvelles mesures de libéralisation. L'opposition de droite de l'ancien Premier ministre Demirel, ainsi que des généraux, refuse déjà qu'Ozal fasse des concessions sur Chypre afin d'accélérer le processus de normalisation entamé avec la Grèce.

A la veille du congrès annuel de l'Anap et du sommet d'Athènes du 13 juin entre Ozal et le Premier ministre grec Papandréou, les derniers sondages d'opinion révèlent une importante hémorragie de voix du parti gouvernemental vers celui de Demirel. Avec 26,5 % des intentions de vote contre 25,6 % à l'Anap, l'opposition de droite dépasse pour la première fois la formation de Turgut Ozal, victime de l'impopularité des mesures d'austérité adoptées récemment par le gouvernement.

Francesco CERRI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Le Monde
Jeudi 9 juin.

Europe

TURQUIE : le procès des deux dirigeants communistes

Accusés de délit d'opinion, MM. Sargin et Kutku risquent de lourdes peines de prison

Le procès des dirigeants des deux partis communistes turcs interdits, MM. Nihat Sargin et Haydar Kutku, secrétaires généraux du Parti des travailleurs turcs (PTT) et du Parti communiste de Turquie, s'est ouvert, le mercredi 8 juin, à Ankara, en présence de nombreux observateurs étrangers. Quatre cent vingt avocats participent à leur défense.

ANKARA
de notre envoyé spécial

En grève de la faim depuis vendredi dernier pour protester contre leurs conditions de détention, les deux dirigeants risquent de lourdes peines de prison pour infraction aux articles 141 et 142 du code pénal : le premier réprime la propagande *« visant à assurer la suprématie d'une classe sur une autre »* et le second celle qui *« affaiblit les sentiments nationaux »*.

MM. Sargin et Kutku étaient volontairement rentrés d'exil dix jours avant les élections législatives de novembre 1987 pour exiger la légalisation de leurs deux partis, qu'ils venaient de fusionner en une formation unique, le Parti communiste unifié de Turquie (PCUT). Pour assurer le maximum de retentissement à leur geste, ils s'étaient fait accompagner dans l'avion qui les ramenait par des journalistes et des parlementaires communistes européens. Arrêtés dès leur arrivée par la Sécurité d'Etat, ils ont accusé cette dernière de les avoir torturés au cours de leurs interrogatoires.

L'accusation les ayant disculpés à l'avance de toute action violente ou d'incitation à la violence, le délit qui leur est reproché est uniquement d'opinion. Plus d'une centaine d'artistes et d'intellectuels, de la gauche aux islamistes, ainsi que le président de la seule centrale syndicale autorisée, la Turk'Ish, pourtant peu suspecte de sympathie pour les communistes, ont signé une pétition demandant une enquête sur *« les tortures dont ont été victimes les deux accusés, alors même que le premier ministre s'est déclaré opposé à ces pratiques »*. Ils ont également demandé la suppression des articles du code pénal restreignant la liberté d'expression et d'organisation : les articles 141 et 142, mais également l'article 163, qui interdit les activités *« contraires à la laïcité »* des fondamentalistes musulmans.

A la veille du procès, soixante-quinze membres du PCT, emprisonnés à titre préventif sous l'état de siège (1980-1982) en raison d'infraction à ces deux articles 141 et 142, viennent d'être renvoyés en prison par la cour d'appel, certains pour vingt-cinq mois. Se référant à un article du code pénal aggravant la qualification des délits commis sous l'état de siège, les juges ont alourdi les peines prononcées en première instance. En raison de la nouvelle loi d'application des peines, qui a réduit les temps d'emprisonnement, ces premières condamnations avaient été couvertes par la détention préventive.

Deux mille quatre cent quarante et une personnes sont actuellement accusées dans dix procès en appel en raison de ces deux articles 141 et 142. Un autre parti, d'inspiration marxiste, le Parti socialiste, interdit quelques jours après sa formation au début de l'année, a été déféré lundi devant le tribunal constitutionnel pour infraction aux mêmes articles.

Bien que ces articles soient incompatibles avec les libertés politiques en vigueur dans la CEE, à laquelle la Turquie souhaite adhérer, le gouvernement conservateur de M. Ozal n'a pourtant déposé aucun projet de loi visant à les supprimer. Il justifie cette attitude par le danger de retour aux *« violences extrémistes »* qu'une levée simultanée des trois articles ferait courir à une société *« qui doit encore faire l'apprentissage de la tolérance »*.

Les militaires ont, de leur côté, plus d'une fois fait connaître leur opposition à tout assouplissement de ces articles, condamnant à la prudence sur cette question tant la majorité que l'opposition, soucieuses avant tout de consolider la prééminence du pouvoir civil, difficilement reconquise après le coup d'Etat de 1980.

MICHEL FARRÈRE.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

TURQUIE

Le procès des dirigeants communistes a donné lieu à un grand banquet pour les libertés

ANKARA
de notre correspondant

Au lendemain de la première journée du procès des communistes turcs, ajourné au 17 juin, vingt et un juristes venus de dix pays en tant qu'observateurs, ont tenu, jeudi 9 juin, une conférence de presse à Ankara pour s'élever contre les conditions dans lesquelles se déroule la procédure.

Se plaignant de l'impossibilité pour une partie de la défense et pour le public d'assister aux audiences faute de place – quatre cent vingt avocats sont inscrits, – ils ont dénoncé le recours à une procédure militaire et les tortures dont les deux principaux accusés, MM. Haydar Kutlu et Nihat Sargin, se sont plaints. Ils ont demandé leur libération, ainsi que la fin des procès d'opinion et l'abolition des articles du code pénal restreignant les libertés d'expression, incompatibles, selon eux, avec les lois européennes.

Pour beaucoup d'entre eux, cependant, ce procès a été l'occasion d'une prise de contact avec une réalité turque plus complexe qu'ils ne l'imaginaient. Malgré sept interpellations, mercredi, devant le tribunal, plusieurs juristes français ont été frappés par la relative discrétion de la police, mais surtout par la liberté de ton de la presse de jeudi : la plupart des journaux consacraient leurs manchettes aux *« conditions inacceptables »* du procès.

La surprise a surtout été le banquet offert par les avocats à mille deux cents personnes, mercredi soir, dans un parc d'Ankara. Ce banquet a été l'occasion pour Mikis Theodorakis et des chanteurs turcs engagés de chanter, micro en main et sans présence policière visible, le poète communiste turc Nazim Hikmet. Des mères de détenus en grève de la faim sont venues témoigner. Pour les juristes suisses et belges, l'ambiance rappelait le climat de liberté secouant *« les pesanteurs de la fin du franquisme »*.

M. F.

Le Monde
10.06.1988

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

Un procès politique exemplaire

ssolini inspire législateurs turcs

juin s'ouvre, à Ankara ant la Cour de sûreté de at turc, le procès de seize personnalités politiques de l'opposition. Parmi eux les deux secrétaires généraux du Parti communiste de Turquie, Haydar Kutlu, et du parti ouvrier de Turquie, Nihat Sargin, qui avaient en novembre dernier choisi de rentrer de leur exil pour tenter de fonder légalement le Parti communiste unifié de Turquie. La réponse du gouvernement a été leur arrestation, mise en cellule d'isolement, torture, puis ce procès exclusivement politique et idéologique.

Les coaccusés du procès sont, d'une part les avocats des deu précédents, deux syndicalistes ainsi que dix autres opposants.

L'acte d'accusation est une caricature. Il repose sur l'article 141 du code pénal turc qui condamne toute tentative *« à viser à la domination d'une classe sociale par une autre »*.

Ce procès sera l'occasion pour les accusés de faire celui de ce droit d'inspiration mussolinienne qui ne correspond pas aux normes internationales auxquelles la Turquie a souscrit alors qu'elle cherche à s'intégrer à la communauté européenne.

Bernard Umbrecht

02.06.1988

DROITS DE L'HOMME

Un procès d'opinions

Le 8 juin s'est ouvert à Ankara le procès de Haydar Kutlu, secrétaire général du CC du Parti communiste de Turquie, et de Nihat Sargin, secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie, ainsi que de leurs compagnons d'idées. Mais avant de parler du procès, retraçons les événements récents.

7 octobre 1987. Bruxelles. Behice Boran, présidente générale du Parti ouvrier de Turquie, et Haydar Kutlu, secrétaire général du CC du Parti communiste de Turquie, annoncent au cours d'une conférence de presse qu'au terme de huit ans de pourparlers, les deux partis ont décidé de s'unir dans le cadre d'une seule organisation: le Parti communiste unifié de Turquie (PCUT). Le projet de programme du PCUT, conjointement élaboré, proclamait comme principaux objectifs stratégiques: la paix universelle et la rénovation démocratique de la Patrie. (Deux jours après la conférence de presse, Behice Boran décédait à l'âge de 77 ans. Avec la permission des autorités turques, elle a été inhumée à Istanbul).



Nihat Sargin est né en 1926 à Istanbul. Médecin. Au cours des années 40, il adhère activement au mouvement démocratique. En 1950, il est arrêté et condamné à une peine de prison pour avoir participé à la campagne de protestation contre l'envoi de soldats turcs en Corée en qualité de complices de l'agression américaine. En 1962, il adhère au Parti ouvrier de Turquie. En 1966, il est élu secrétaire général du POT. En 1971, le POT ayant été interdit, il est de nouveau arrêté. En 1975, après la reconstitution du Parti ouvrier, il en redevient le secrétaire général. Après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 et l'interdiction des activités des partis politiques, il est obligé d'émigrer en Europe occidentale.

27 octobre. Les CC du Parti communiste et du Parti ouvrier annoncent que leurs secrétaires généraux – Haydar Kutlu et Nihat Sargin – avaient l'intention de rentrer d'émigration en Turquie pour y déployer les activités légales du Parti communiste unifié en voie de création et entamer un dialogue avec d'autres forces politiques du pays, partisans de la démocratie.

Depuis quelque temps, les autorités turques avaient à maintes reprises déclaré que la vie politique avait été démocratisée, voire que le pays avait déjà recouvré la démocratie, après avoir vécu plusieurs années (depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980) sous le régime militaire.

11 novembre. Berlin-Ouest. N. Sargin et H. Kutlu tiennent une conférence de presse où ils exposent en détail les motifs de leur retour en Turquie: contribuer à la lutte pour la démocratisation de la vie politique du pays, pour l'extension des droits et des libertés des citoyens, pour la légalisation du mouvement communiste dans le pays.

16 novembre. Les deux leaders prennent l'avion Münich-Ankara, accompagnés d'un groupe de parlementaires, de juristes, de journalistes ouest-européens. L'avion atterrit à l'aéroport de la capitale turque. H. Kutlu et N. Sargin en descendent, font quelques pas sur leur sol natal. Aussitôt, ils sont séparés de leur groupe par des agents de la Sûreté, poussés dans un car de police, où on leur passe les menottes et où on leur bande les yeux. Ils sont transportés dans une cellule de la direction de la Sûreté d'Ankara.

Suivent 19 jours d'interrogatoires ininterrompus, sans contacts avec le monde extérieur, sans avocats, soumis, comme cela sera révélé plus tard, à de cruelles tortures avec l'électricité, de l'eau glacée sous forte pression. Ils ont été maintes fois frappés, on leur a injecté des neuraleptiques pour briser leur volonté...



5 décembre. Intervient la décision officielle de leur arrestation et de leur transfert à la prison centrale d'Ankara. Des avocats sont autorisés à les contacter.

11 mars 1988. Le Parquet publie un acte d'accusation de 231 pages. Les deux hommes se voient accuser d'activités et de propagande communistes, de direction «d'un parti illégal dont l'objectif est d'instaurer en Turquie un régime basé sur les principes du marxisme-léninisme», d'offenses aux dirigeants du pays, etc. D'après ces chefs d'accusation, N. Sargin et H. Kutlu risquent une longue peine de prison.

8 juin. Ankara. Une immense foule inonde la place devant le Tribunal de la Sûreté d'Etat, où s'ouvre le procès. Il y a là des dizaines d'observateurs étrangers, des juristes, des journalistes, des personnalités publiques turques et étrangers. L'assistance salue par une tempête



Haidar Kutlu (de son vrai nom Nabi Yağğcl) est né en 1944 dans le vilayet de Tokat. Inscrit à la faculté de droit de l'Université d'Istanbul, il prend une part active au mouvement estudiantin anti-impérialiste. Membre du Parti ouvrier de Turquie. Arrêté, il ne peut terminer ses études supérieures. En 1974, il adhère au Parti communiste de Turquie, clandestin. Pendant quelques années, il dirige le travail du Comité clandestin du PCT du vilayet d'Istanbul. En 1981, il devient secrétaire général adjoint, et en 1983, secrétaire général du CC du PCT. En 1981, il émigre en Europe occidentale.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI



A leur descente d'avion, à Ankara, ils ont à peine eu le temps de faire quelques pas sur leur sol natal...

d'applaudissements des dirigeants communistes turcs, amenés dans des cars de police. Levant ses mains entravées par les menottes Haydar Kutlu, trouve le temps de crier: «La lutte pour la démocratie continue!».

La petite salle d'audience ne peut contenir que 100 personnes. Or, à eux seuls, les avocats qui se sont portés volontaires pour défendre les accusés sont quelque 420... L'assistance est sévèrement triée. Ainsi, la farce judiciaire montée contre les leaders communistes se transforme pratiquement en procès à huis clos. Le procureur commence à donner lecture de l'acte d'accusation...

Les «arguments» avancés contre les communistes et le communisme, contenus dans cet acte volumineux, ont choqué même les milieux et les organes de presse qui sont loin de partager les convictions de la gauche. Ainsi, après avoir entendu les digressions affirmant que les communistes tuent «tous ceux qui ne sont pas avec eux», tous les hommes talentueux, énergiques et pleins d'initiative, et autres inopties, le journal turc de droite **Hurriyet** pose la question: pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas affirmer, par exemple, que «la nuit, les communistes kidnappent des petits enfants pour les cuire et les manger»?

Le caractère manifestement politique, sans aucun fondement juridique, des accusations contre H. Kutlu et N. Sargin, a soulevé une vague d'indignation et de protestations parmi les larges milieux de l'opinion mondiale. Une centaine de députés au Parlement européen ont signé une déclaration, exigeant la liberté pour H. Kutlu et N. Sargin, leur procès étant celui de leurs opinions. Dans de nombreux pays, des parlementaires et des juristes, des représentants de différents partis politiques et des personnalités culturelles en vue protestent contre la force judiciaire d'Ankara et proclament leur soutien aux courageux patriotes et démocrates turcs.

Le CC du PCUS, qui a déjà exigé la remise en liberté de H. Kutlu et de N. Sargin, leur a, ces jours-ci, adressé dans leur prison un télégramme de solidarité, en soulignant que les sympathies des Soviétiques leur étaient acquises.

Oui, nous suivons le procès d'Ankara avec émotion et angoisse. J'ai souvent entendu des gens, sincèrement émus par le sort des deux hommes, poser cette question: «Pourquoi donc sont-ils rentrés, ne savaient-ils pas ce qui les attendait à leur retour?»

Certes, ils en avaient conscience. Simplement, ils ne pouvaient pas ne pas rentrer. Ils ne pouvaient pas attendre que le Parti communiste soit légalisé pour réintégrer tranquillement leur pays. Ils ont, en quelque sorte, attiré le feu sur eux car la conquête des droits des travailleurs, des libertés démocratiques exigent une âpre lutte.

Ils se rendaient parfaitement compte de ce qui les attendait au pays. Peu avant son départ pour la Turquie, H.Kutlu a déclaré: «Nous ne nous faisons pas d'illusions sur le succès de cette démarche. Mais c'est une action dans la lutte pour notre liberté.» Quel est le prix de cette liberté? Cela aussi, ils le comprenaient: «Si nous voulons marcher librement dans la rue, il faut apprendre à arpenter une cellule de prison.»

Pour intensifier, en Turquie, la lutte pour la démocratie, ils ont pris la courageuse résolution de revenir dans leur pays. En effet, l'arrestation et le procès des vaillants communistes turcs sont devenus le catalyseur de l'idée que des transformations démocratiques décisives sont indispensables, idée qui rallie toujours plus de partisans.

Parviendra-t-on bientôt à obtenir la libération de H. Kutlu et de N. Sargin, la liberté d'actions pour les communistes et toutes les autres forces progressistes de Turquie, conformément aux règles universellement admises de la société civilisée, cela dépend pour une bonne part aussi de la résolution avec laquelle les partisans de la démocratie, aussi bien en Turquie que dans d'autres pays, prendront leur défense et exigeront: «La liberté pour Haydar Kutlu et Nihat Sargin!».

B.IGROV

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

Mikis Theodorakis: **Je ne peux pas me taire**

Etant très attaché à la cause des droits de l'homme dans le monde entier, j'ai suivi avec beaucoup d'inquiétude ce que mes frères et sœurs ont vécu en Turquie depuis le 12 septembre 1980. Depuis un certain temps les médias parlent de normalisation dans ce pays. Le premier ministre, Mr. Ozal, annonce des mesures de démocratisation. Son gouvernement vient de ratifier une importante convention européenne relative à la torture. La Turquie veut devenir membre à part entière de la Communauté économique européenne.

Mais ce qui a été réservé aux deux dirigeants politiques – H. Kutlu et N. Sargin – qui sont volontairement rentrés d'exil juste avant les élections législatives de novembre 1987 pour fonder un Parti communiste légal, est de nature à contredire cette évolution positive. Ils ont été torturés et ils sont toujours incarcérés dans l'attente d'un procès, en violation même des lois turques.

On ne peut pas concevoir une démocratie sans la liberté d'expression et d'organisation. En tant que fondateur de l'Association d'Amitié gréco-turque, je me sens très sensible à ce qui se passe actuellement en Turquie, pays frère situé à la croisée des civilisations. Je me sens profondément concerné par le sort de ces deux dirigeants politiques, ayant également en mémoire ce que nous avons vécu en Grèce il n'y a pas très longtemps, au temps des colonels.

Dans cette situation, ceux qui chérissent la cause de la liberté dans le monde entier et pour tous ne peuvent pas se taire. Guidé par ces sentiments, je me permets de prendre l'initiative d'agir pour la libération de Kutlu et Sargin et le respect des droits de l'homme, dont la liberté d'expression et d'organisation politique.

PARIS

HOMMES & LIBERTÉS N°52

Revue de la Ligue des Droits de l'Homme

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

UNE ACTIVITÉ RÉCENTE DE LA FÉDÉRATION :
MANIFESTATION DE SOUTIEN A DES MILITANTS TURCS

Le 8 juin s'est ouvert à Ankara le procès de deux militants du PC turc.

Le 8 juin a donc été organisée, à l'appel de la FIDH, de la LDH, de la CIMADE, de la FEN, de la CGT et de plusieurs associations françaises et internationales de juristes, une manifestation. Son objectif ? Envoyer à l'ambassade de Turquie une délégation qui remettrait plusieurs documents historiques : les déclations successives des droits de l'homme, l'Acte final d'Helsinki (dont la "troisième corbeille" porte sur les libertés) signé par la Turquie ... comme par d'autres Etats qui ne le respectent pas plus.Il s'agissait donc d'une manifestation à double caractère: réclamer la justice, donc l'acquittement, pour les militants turcs, réclamer aussi la démocratisation du régime turc.

Après de longs pourparlers avec le responsable local de la police, une délégation de six personnes représentant leur organisation (dont la LDH) a pu, sous solide escorte, aller jusqu'à la porte d'entrée de l'ambassade (cela n'avait pas pu se produire depuis des années !); nous avons pu entendre vociférer dans l'interphone l'ambassadeur .. qui doit considérer que l'exterritorialité s'étend à la voie publique, et voir ensuite un de ses subordonnés se donner la peine d'entr' ouvrir la porte du blockhaus pour repousser du pied, au sens propre comme au sens figuré, les documents déposés (à défaut de pouvoir les remettre) par la délégation.

N'empêche que manifestation et délégation ont été appréciées par les responsables du comité Turquie-Liberté comme un réel pas en avant, dont ils ont particulièrement remercié la Ligue.

Pourquoi, au début de ce compte rendu, disions-nous : "Une activité récente de la fédération"? Pour plusieurs raisons : c'est évidemment la fédération qui, au nom de l'ensemble des organisations, a fait les démarches préparatoires à la Préfecture de police ; avoir obtenu de celle-ci que l'autorisation de manifestation précise bien qu'une délégation irait jusqu'à l'ambassade s'est révélé utile sur le terrain. En outre, la banderole de la fédération attestait notre présence même si, compte tenu de l'heure incommode pour les salariés, le nombre de ligueurs parisiens était plutôt restreint. Nous aurons certainement l'occasion de manifester à nouveau ; les droits de l'homme ont très besoin de la Ligue.

G. V.-O.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

Europe

TURQUIE : le procès des deux dirigeants communistes

Un véritable réquisitoire contre le marxisme-léninisme

ANKARA
de notre correspondant

Deux cent soixante-quinze ans de prison : c'est, d'après l'acte d'accusation, ce que risque chacun des deux dirigeants du Parti communiste unifié de Turquie, Haydar Kutlu et Nihat Sargin, dont le procès a commencé le mercredi 8 juin devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara, avant d'être suspendu jusqu'au 17 juin. Avec eux sont jugés quatorze autres militants communistes, dont deux de leurs avocats ; le cas de quatorze autres, dont huit syndicalistes arrêtés la semaine dernière, également accusés d'appartenir au Parti communiste, sera rattaché à ce procès.

Environ trois cents personnes massées devant le bâtiment ont accueilli mercredi matin les accusés et leurs avocats par des applaudissements qui se sont poursuivis durant cette première audience. Sans violence, la police a filtré la foule sans relâche et procédé à quatre interpellations. Cent quatre-vingt-trois avocats seulement – sur les quatre cent vingt qui se sont proposés pour la défense – ont pu entrer dans la salle exiguë du tribunal. Beaucoup des cinquante observateurs étrangers, dont les représentants du Syndicat des avocats de France et du syndicat de la magistrature, n'ont pu y pénétrer. Le compositeur Mikis Theodorakis, présent avec trente parlementaires, syndicalistes et journalistes grecs, estimait, durant une suspension d'audience, que *« la liberté, la démocratie et les droits de l'homme sont nécessaires au rapprochement des deux peuples »*, dont il est ici un artisan respecté. Le tribunal ayant refusé d'accéder à la demande présentée par la défense de transférer le procès dans un local plus vaste, les avocats ont boycotté la séance de l'après-midi consacrée à la lecture des deux cent trente et une pages de l'acte d'accusation.

Débordant de références à *« l'unité de la nation turque »*, celui-ci reproche aux accusés, en dehors de tout acte de violence, d'avoir *« tenté d'instaurer la domination d'une classe sociale sur les autres »*, d'avoir *« monté une partie du peuple contre l'autre »*, *« incité le peuple à la désobéissance »* et *« insulté le président de la République »*. Il constitue un véritable réquisitoire contre la doctrine marxiste-léniniste qui a *« l'Etat turc pour victime »*. S'appuyant sur des citations puisées aux sources les plus hétéroclites, il affirme que, *« pour les communistes, toute personne capable, active et entreprenante est fasciste et doit mourir »*.

« De Platon à Karl Marx »

Toutes les formes de communisme *« de Platon à Karl Marx »* sont dénoncées. L'accusation se félicite même de la liquidation par un sultan du quatorzième siècle des mouvements égalitaristes religieux précurseurs du spectre collectiviste. Les deux dirigeants communistes sont accusés d'avoir contrevenu une cinquantaine de fois chacun aux articles du code pénal réprimant ces forfaits.

Selon Me Halit Celenk, le plus connu des avocats de la défense, ces articles sont contraires à l'article 34 de la Constitution, qui stipule *« qu'aucune loi ne peut aller contre les droits d'expression démocratique »*.

La notion de délit d'opinion reste extrêmement controversée en Turquie. Elle ne disparaît pas du projet de réforme du code pénal actuellement à l'étude au ministère de la justice. On attend à ce propos avec impatience à Ankara le jugement que doit prononcer le tribunal constitutionnel à propos de l'interdiction, quelques jours après sa création au début de l'année, d'un nouveau Parti socialiste d'inspiration marxiste. Dans la mesure où ce parti n'a eu le temps de se livrer à aucune activité entre sa création et son interdiction, la confirmation de cette dernière voudrait dire que la simple évocation du nom de socialiste est considérée comme contraire à la Constitution.

MICHEL FARRÈRE.

4 313 détenus politiques

ANKARA
de notre correspondant

Selon les chiffres donnés par le ministre de la justice en réponse à une question écrite d'un député, et repris sans contestation par l'Association turque des droits de l'homme, il y avait, en février 1988, dans les six cent trente-neuf prisons civiles de Turquie, 49 849 détenus (35 510 condamnés et 18 339 prévenus), dont 46 892 pour des délits de droits commun et 2 957 pour des délits politiques. Dans les cinq prisons militaires, qui sont en cours de transferts aux autorités civiles, sont détenus en outre 1 356 autres prévenus politiques relevant des tribunaux établis dans certaines régions pendant la durée de l'état de siège (1978-1987). Sur ce total de 4 313 prisonniers politiques, la grande majorité, soit 3 628, viennent de l'extrême gauche et 644 de l'extrême droite.

Selon l'Association des droits de l'homme, aucun détenu politique ne l'est actuellement pour activité syndicale. En revanche, le nombre de 4 313 inclut les auteurs d'actions violentes, en particulier les séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ; deux cent trente-quatre procès sont encore en cours devant les tribunaux militaires. Ils concernent 6 563 personnes, dont une partie sont des prévenus libres. De l'instauration de l'état de siège, en 1978, à février 1988, 202 501 sentences ont été rendues par ces mêmes tribunaux.

50 exécutions capitales

Depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980, 50 condamnés à mort ont été exécutés, dont 21 pour délit de droit commun et 29 pour délit politique avec acte de violence. En avril 1988, 136 condamnations à mort confirmées attendaient ratification par le Parlement. Aucune exécution n'a eu lieu toutefois depuis 1984. Le projet de loi à l'étude sur la réforme du code pénal prévoit la commutation automatique des peines de mort en détention perpétuelle si la sentence n'est pas ratifiée au bout d'un an.

A ce bilan, il faut ajouter, selon l'Association des droits de l'homme, au moins 150 morts par mauvais traitements (tortures ou conditions de détention) dans les années qui ont suivi le coup d'Etat. Au dire des détenus, des avocats et de l'Association, la torture n'a pas disparu des interrogatoires dans les établissements relevant de la sécurité d'Etat, mais n'est plus pratiquée dans les prisons depuis 1984.

M. F.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

AUTOGESTION
l'alternative
PSU

N°224 Lundi 4 juillet 1988. Hebhomadaire. Le numéro 6 F.

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Turquie : 800 ans de prison pour délit d'opinion

le Premier ministre de Turquie, Turgut Ozal, était reçu à la mi-juin par le Premier ministre grec Andréas Papandréou. Il s'agit de ménager le voisin grec car la Turquie frappe à la porte de la CEE. Pas très présentable ce régime issu du coup d'état militaire du 12 septembre 1980, même s'il a revêtu trois ans plus tard les habits civils de Turgut Ozal. Depuis 1980, 280 personnes sont mortes sous la torture et aujourd'hui l'on ne compte pas moins de 4300 prisonniers politiques dans ce pays qui interdit la lecture d'Henry Miller (le tropique du capricorne) et autres dangereux subversifs comme Voltaire (Candide), Camus (La peste), et sans oublier le dictionnaire Larousse, véritable bombe idéologique comme chacun sait !

Mais c'est au nom des articles 141 et 142 du Code pénal réprimant toute propagande «visant à assurer la suprématie d'une classe sur une autre» ou «affaiblissant les sentiments nationaux» que sont requises huit cents années de prison contre Nihat Sargin, secrétaire général du parti ouvrier de Turquie et Haydar Kutlu, secrétaire général du Parti communiste de Turquie. Exilés politiques rentrés en Turquie le 16 novembre 1987 pour fonder le Parti communiste unifié de Turquie, ils ont été arrêtés dès leur arrivée, mis au secret et torturés pendant dix neuf jours. Leur procès, pour délit d'opinion, ainsi que celui de 14 autres personnes dont 2 de leurs avocats, s'ouvrait à Ankara le 8 juin dans une salle de moins de 200 places à laquelle ne pouvaient accéder les 420 avocats inscrits pour la défense et 70 observateurs étrangers.

La pression de l'opinion internationale a contraint les autorités turques à reporter ce procès au 17 juin puis au 4 juillet.

Ajoutons que dans ce pays où la presse représente aujourd'hui un espace de liberté parfois très surveillée (notamment sur la question kurde), ce sont 2441 personnes qui sont poursuivies en appel au nom des articles 141 et 142 de ce Code pénal inspirés aux dires du Parlement européen du code de l'Italie fasciste de Mussolini.

le PSU faisait partie des 18 organisations politiques, syndicales et de défense des droits de l'homme à soutenir l'appel du comité «Turquie-Liberté» à se rassembler les 8 et 15 juin devant l'ambassade de Turquie pour l'instauration et le respect des libertés démocratiques dans ce pays.

Guy Labertit

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

L'Humanité 28 Juillet 88

Vingt-huit Partis communistes d'Europe exigent, ensemble, la liberté pour les dirigeants du PC de Turquie

AVEC KUTLU ET SARGIN

A l'initiative du PCF, une déclaration solennelle commune doit être remise ce jeudi au gouvernement turc. Une démarche exceptionnelle et exemplaire

HAYDAR KUTLU et Nihat Sargin, les dirigeants communistes turcs emprisonnés à leur retour dans leur pays, torturés par la police et menacés de la peine de mort, vont recevoir aujourd'hui à Ankara le soutien de leurs camarades européens.

Maxime Gremetz a annoncé hier après-midi une initiative sans précédent : une délégation (1) représentant vingt-huit Partis communistes de l'Est et de l'Ouest, au pouvoir ou dans l'opposition, va remettre cet après-midi au gouvernement turc une déclaration solennelle demandant la libération immédiate de Kutlu et Sargin.

« C'est maintenant qu'il faut agir », a déclaré Maxime Gremetz en rappelant que la reprise du procès contre les dirigeants communistes turcs est prévue pour lundi prochain.

On se souvient que Haydar Kutlu et Nihat Sargin ont été arrêtés à leur descente d'avion à Ankara, le 16 novembre 1987, pour le seul motif d'être dirigeants communistes. Ils ont passé plusieurs semaines au secret et un vaste mouvement de solidarité s'est mis en place en Europe.

De nombreuses personnalités politique, scientifiques, culturelles d'horizons extrêmement divers ont fait, à plusieurs reprises, le voyage d'Ankara pour exiger leur libération. C'est ainsi, par exemple, que les 8 et 17 juin, les 4 et 20 juillet, des délégations venues de plusieurs pays européens se sont présentées devant la salle d'audience où comparaissaient Kutlu et Sargin. A chaque fois, les autorités turques ont repoussé le procès, misant sur la lassitude de l'opinion. Et le 1er août, ils espéraient accomplir leur mauvais coup en toute quiétude.

A la demande des communistes turcs, le PCF a décidé de prendre une initiative d'urgence : il s'est adressé à tous les Partis communistes d'Europe afin qu'une délégation remette un texte commun au gouvernement turc. Vingt-huit Partis communistes (sur les trente que compte l'Europe) ont répondu positivement.

« Notre démarche, a indiqué Maxime Gremetz, n'a rien à voir avec un « coup médiatique ». Nous voulons arracher nos camarades de prison. La Turquie est un pays membre associé à la CEE. Ses gouvernants affirment qu'ils ont restauré la démocratie. Or la vérité, c'est que des centaines d'hommes et de femmes sont menacés de mort, des milliers demeurent emprisonnés pour leurs opinions. Cela n'est pas admissible. Il faut le dire et agir sans perdre un instant. » Interrogé sur l'absence des Partis communistes italien et roumain, Maxime Gremetz a indiqué : « Je ne veux porter aucune appréciation. Chaque Parti est libre et indépendant. Je peux vous préciser simplement que ces Partis ont jugé « inopportune » l'initiative. »

En début d'après-midi, ce jeudi, les représentants des vingt-huit Partis communistes d'Europe arrivent à Ankara. Ils ne viennent pas manifester, ils viennent simplement remettre un texte commun, un appel à la libération de Kutlu et Sargin, une invitation à vider les prisons. Seront-ils entendus par le gouvernement turc ?

José Fort

(1) Maxime Gremetz et Yves Cholière représentent le PCF.

La déclaration de Maxime Gremetz hier, au siège du PCF

RENDEZ-VOUS A ANKARA

EN ouvrant, hier après-midi, la conférence de presse, Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF, a fait la déclaration liminaire suivante :

« Nous nous réjouissons du fait que pratiquement tous les Partis communistes d'Europe aient apprécié l'initiative que le PCF a prise, à la demande de la direction du Parti communiste de Turquie, et décidé d'en être pleinement partie prenante.

Une délégation représentant les Partis communistes du continent européen se rend à Ankara, pour exiger des autorités turques la libération immédiate de Haydar Kutlu et de Nihat Sargin, respectivement secrétaires généraux du Parti communiste de Turquie et du Parti ouvrier de Turquie.

Rentrés d'exil pour constituer un Parti communiste unifié, les deux dirigeants avaient été aussitôt arrêtés, torturés, pour être ensuite traduits avec seize autres inculpés devant un tribunal d'exception pour délit d'opinion. Leurs avocats, eux-mêmes, se trouvent sur le banc des accusés, pour avoir exercé leur rôle de défenseurs de la liberté d'opinion.

L'exigence de leur libération immédiate, exprimée par les Partis communistes d'Europe, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, Partis des pays socialistes et Partis des pays capitalistes, Partis des pays appartenant à différentes alliances ou neutres et non alignés, est traduite dans une déclaration solennelle qui sera remise aux autorités turques (1).

Cette démarche, dont la portée n'échappera à personne, venant de partis agissant dans des conditions si variées, loin de se limiter à un acte de juste solidarité envers de courageux compagnons de combat, s'inscrit dans la légitime exigence de justice et de respect universel des droits de l'homme manifestée par de larges courants d'opinion dans tous les pays du continent.

Il n'est pas surprenant qu'il en soit ainsi : la Turquie est membre du Conseil de l'Europe. Ses dirigeants font acte de candidature à l'entrée de leur pays au sein de la CEE. Ils prétendent avoir restauré la démocratie.

La réalité est bien différente. Des milliers de démocrates sont emprisonnés pour leurs opinions. Plusieurs centaines d'entre eux sont condamnés à mort. La torture est pratiquée couramment. Les droits de la défense sont bafoués. La grande centrale syndicale, DISK, ainsi que le Mouvement de la paix sont interdits, leurs dirigeants poursuivis et condamnés. Il en est de même pour certaines formations politiques.

C'est le seul pays d'Europe où le Parti communiste est contraint à mener son activité dans la clandestinité.

Face à cette situation, la réprobation qu'expriment, dans tous les pays du continent européen, les hommes et les femmes attachés à la liberté, les gens de cœur de toutes croyances et de toutes opinions, va de pair avec les sentiments d'amitié et de solidarité avec le peuple turc lui-même, elle fait écho à sa protestation pour obliger les autorités à respecter les règles de la démocratie.

La délégation venue au nom des Partis communistes signataires de la déclaration solennelle exigera avec force la libération des deux dirigeants et de leurs compagnons. Cette initiative, de caractère exceptionnel et d'une certaine façon exemplaire pour l'avenir, constitue une contribution d'une importance particulière au rassemblement des démocrates, des gens de progrès attachés au respect des libertés fondamentales, des droits de l'homme. »

(1) La déclaration a été signée par les Partis communistes suivants :
Parti communiste d'Allemagne (DKP) ; Parti communiste d'Autriche ; Parti socialiste unifié de Berlin-Ouest ; Parti socialiste unifié d'Allemagne (RDA) ; Parti communiste de Belgique ; Parti communiste de Bulgarie ; Parti progressiste du peuple (Chypre) ; Parti communiste du Danemark ; Parti communiste d'Espagne ; Parti communiste de Finlande ; Parti communiste français ; Parti communiste de Grande-Bretagne ; Parti socialiste ouvrier hongrois ; Parti communiste de Grèce ; Parti communiste d'Irlande ; Parti communiste luxembourgeois ; Parti communiste de Malte ; Parti communiste de Norvège ; Parti communiste des Pays-Bas ; Parti ouvrier unifié polonais ; Parti communiste portugais ; Parti communiste de Saint-Marin ; Parti suisse du travail ; Parti communiste de Suède ; Parti communiste de Turquie ; Parti communiste de Tchécoslovaquie ; Parti communiste d'Union soviétique ; Ligue des communistes de Yougoslavie.



Kutlu et Sargin lors d'une récente audience du tribunal d'Ankara. (Photo ADN.)

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

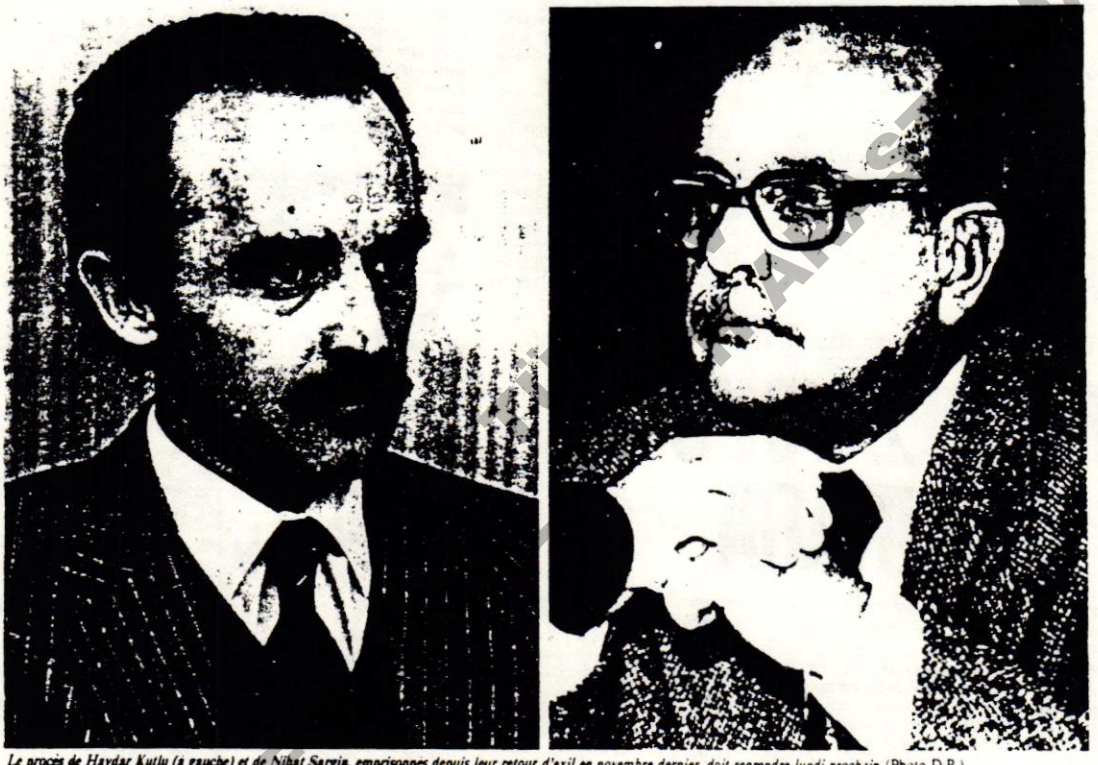
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH VAKFI

L'Humanita du 29 juillet 88

Délégation à Ankara pour Kutlu et Sargin au nom de vingt-huit PC d'Europe

LA DEROBADE D'OZAL

Les représentants des Partis communistes avaient obtenu rendez-vous chez le premier ministre. A l'heure dite, seuls les « gorilles » étaient présents et les ont violemment repoussés. Une réaction qui traduit la confusion du régime face au mouvement de solidarité qui entoure les démocrates emprisonnés



Le procès de Haydar Kutlu (à gauche) et de Nihat Sargin, emprisonnés depuis leur retour d'exil en novembre dernier, doit reprendre lundi prochain. (Photo D.R.)

De notre envoyé spécial.

LA journée avait bien commencé pour les représentants des vingt-huit Partis communistes d'Europe venus à Ankara remettre une déclaration solennelle et commune demandant la libération des dirigeants communistes turcs Haydar Kutlu et Nihat Sargin. Maxime Gremetz l'avait précisé, mercredi, à Paris, en présentant l'initiative des Partis communistes de l'Est comme de l'Ouest, certains au pouvoir et d'autres dans l'opposition : « Nous n'allons pas à Ankara pour manifester, avait-il dit, mais pour transmettre un document au premier ministre. Nous le ferons pacifiquement. » Et le dirigeant du PCF avait même ajouté que ce texte ne serait remis à la presse qu'après que le premier ministre turc Ozal ou un de ses collaborateurs en aurait pris connaissance.

Donc, la journée avait bien commencé. Le premier entretien avec Ersen Sansal, le coordinateur des six cents avocats turcs chargés d'assurer la défense de Kutlu et Sargin, s'était déroulé brièvement, car le juriste avait rendez-vous avec ses clients. « Je vais leur annoncer votre arrivée », avait lancé Me Sansal, en ajoutant : « Le texte que les vingt-huit partis viennent d'adopter leur procurera sans aucun doute une immense joie. »

La journée avait bien commencé puisque la délégation obtenait un rendez-vous à la résidence de M. Ozal. En effet, après un entretien téléphonique avec le cabinet du premier ministre, rendez-vous était fixé à 16 h 30 en cet endroit. C'est donc en toute tranquillité que les représentants des vingt-huit partis ont pris le chemins des hauteurs d'Ankara. Devant la porte de la résidence, plusieurs dizaines de journalistes de la presse turque et étrangère attendaient la délégation. Crépitements des flashes, première demande d'interview, insistance bien normale afin d'obtenir le document immédiatement. Les dirigeants communistes s'en tenaient encore à leur décision : ne rien dire et surtout ne pas donner le texte commun avant de l'avoir remis au premier intéressé. « Question de savoir-vivre et de courtoisie », déclarait Maxime Gremetz aux confrères.

Les représentants des vingt-huit Partis communistes se sont présentés au poste de police. Ils ont décliné leur identité. Le préposé a demandé un instant d'attente. Dix minutes, vingt minutes ont passé, sans réponse. Soudain un « gorille » arrive, exigeant l'évacuation immédiate. Maxime Gremetz, d'autres délégués communistes, le Portugais Martins Coelho, l'Allemand de l'ouest Georg Polikeit, celui de Berlin-Ouest, Klaus Feske, rappellent que si la délégation se trouve en ce lieu, c'est tout simplement parce que le cabinet du premier ministre en a décidé ainsi. Le « gorille » ne veut rien savoir. Il demande des renforts qui arrivent de toutes parts : côté jardin, des policiers en civil, côté rue, des policiers en armes.

Dans un premier temps, les journalistes sont repoussés. On cache de la main quelques objectifs en laissant toutefois un « photographe officiel » opérer à son aise. Les délégués indiquent qu'ils ne bougeront pas. Ils décident la tenue d'un sit-in devant le poste de police et réclament un véritable interlocuteur, si possible un membre du cabinet, particulièrement celui qu'ils ont contacté.

Quelques instants après, ordre est donné à la police de charger. Les représentants des vingt-huit Partis communistes se tiennent par le bras. Maxime Gremetz lit aux journalistes, contenus derrière les barrières, le texte destiné à M. Ozal. Les délégués sont traînés dans la rue près des fourgons de police. Ces hommes s'étaient présentés pacifiquement. Ils ont été frappés. Un spectacle étonnant devant la résidence d'un premier ministre qui s'affirme « démocrate ».

Une conférence de presse a été immédiatement improvisée dans la rue. « On nous dit, a déclaré Maxime Gremetz, que la démocratie progresse en Turquie. Nous venons de constater le contraire. On nous fixe un rendez-vous. Nous nous y rendons en toute confiance, et voilà le résultat : des violences. Le gouvernement turc ne supporte-t-il pas de recevoir des gens venus d'ailleurs exprimer une demande ? En vérité, ils ne connaissent qu'une seule chose : la loi de la matraque, de la répression, des atteintes aux droits de l'homme. Quant à nous, nous le réaffirmons haut et fort : nous sommes solidaires du peuple turc. Nous exigeons la libération de nos camarades Kutlu et Sargin, ainsi que la liberté pour tous les emprisonnés politiques. »

Les représentants des vingt-huit Partis communistes ont pris contact avec le ministre de la Justice pour obtenir le droit de rencontrer Kutlu et Sargin. Jeudi soir, aucune réponse ne leur avait été communiquée. Ce matin, vendredi, à 9 h 30, les délégués des « vingt-huit » frapperont à la porte de la prison.

José Fort

LES 28 PC : « TOTALE ET FRATERNELLE SOLIDARITE »

Voici le texte de la déclaration qui a été rédigée hier à Ankara par une délégation représentative de vingt-huit Partis communistes d'Europe :

« Haydar Kutlu et Nihat Sargin, respectivement secrétaire général du Parti communiste de Turquie et secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie, sont rentrés d'exil dans leur pays, le 16 novembre dernier, dans l'intention de créer un Parti communiste unifié, légal, qui puisse participer, au grand jour, à la vie politique dans leur pays.

Ils ont aussitôt été arrêtés, sous les yeux des parlementaires et juristes de nombreux pays européens qui les accompagnaient. Emprisonnés et longuement torturés, ils sont poursuivis pour délit d'opinion et menacés des peines les plus graves, au mépris des droits de l'homme. Leur procès, plusieurs fois interrompu, se déroule dans des conditions qui entravent les droits de la défense.

Les Partis communistes soussignés (1) saluent le courage de Kutlu et de Sargin et les assurent de leur totale et fraternelle solidarité. Ils se félicitent du large mouvement qui rassemble pour leur libération des forces politiques, des élus, des juristes, des hommes et des femmes de toutes opinions et appartenances et s'engagent à contribuer au renforcement de cette action pour la liberté et les droits humains. Ils exigent des autorités turques :

— la libération immédiate de Haydar Kutlu et Nihat Sargin et de leurs coinculpés ;

- l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion ;

— la légalisation du Parti communiste unifié de Turquie et de toutes les formations démocratiques ;

— le libre exercice des libertés syndicales et politiques.

(1) Parti communiste d'Allemagne (DKP), Parti communiste d'Autriche, Parti socialiste unifié de Berlin-Ouest, Parti socialiste unifié d'Allemagne (RDA), Parti communiste de Belgique, Parti communiste de Bulgarie, Parti progressiste du peuple (Chypre), Parti communiste du Danemark, Parti communiste d'Espagne, Parti communiste de Finlande, Parti communiste français, Parti communiste de Grande-Bretagne, Parti socialiste ouvrier hongrois, Parti communiste de Grèce, Parti communiste d'Irlande, Parti communiste luxembourgeois, Parti communiste de Malte, Parti communiste de Norvège, Parti communiste des Pays-Bas, Parti ouvrier unifié polonais, Parti communiste portugais, Parti communiste de Saint-Marin, Parti suisse du travail, Parti communiste de Suède, Parti communiste de Turquie, Parti communiste de Tchécoslovaquie, Parti communiste d'Union soviétique, Ligue des communistes de Yougoslavie.

L'Humanité
29 Juillet 1968



ANKARA : LA LOI DE LA MATRAQUE

La scène se déroulait hier devant la résidence du premier ministre turc. Une délégation représentative de 28 Partis communistes d'Europe venait pacifiquement demander la liberté de Haydar Kutlu et Nihat Sargin. Elle s'est fait violemment repousser. Sur notre photo, à gauche : Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF, brutalisé par la police de M. Ozal. (Page 8.)
(Photo Reuter.)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

DOCUMENTATION

Démocratie selon Ankara : le droit de visite refusé

(l'Humanité samedi 30 juillet 88.

l'Humanité 30 juillet 88

LE MONDE

La délégation communiste européenne empêchée de rencontrer les dirigeants du PC turc

VISITE INTERDITE

Victimes, la veille, de brutalités policières qui ont fait grand bruit dans la capitale turque, les représentants des PC européens ont été accueillis hier avec courtoisie à la prison centrale d'Ankara, mais ils n'ont pu voir Kutlu et Sargin. Ceux-ci, dans un message, ont fait connaître leur « grande satisfaction » devant l'initiative des 28 Partis communistes

De notre envoyé spécial.

LES autorités turques ont visiblement donné des ordres : la deuxième journée à Ankara des représentants des vingt-huit Partis communistes, venus exiger la libération de Kutlu et Sargin, ne devait pas être marquée, comme cela s'était produit la veille, par des violences. Les brutalités policières commises jeudi contre les membres de la délégation devant la résidence du premier ministre, M. Ozal, ont fait grand bruit. Tous les journaux de la capitale publient, la plupart du temps en première page, des photos et des récits des charges policières qui ont provoqué l'indignation dans de nombreux milieux.

Immédiatement après les incidents, le premier conseiller de l'ambassade de France à Ankara a pris contact avec Maxime Gremetz pour lui exprimer son étonnement devant de tels actes et a fait savoir au dirigeant du PCF que la représentation diplomatique française ne resterait pas sans réaction. A vérifier.

Ordre, donc, a été donné à la police de ne pas intervenir physiquement vendredi. Mais ordre également a été donné de contrôler tous les déplacements de la délégation. Plusieurs véhicules se sont relayés durant toute la journée dans les rues de la capitale pour filer les taxis empruntés par les représentants des vingt-huit Partis communistes.

Que peut craindre le gouvernement turc de ces hommes ? Ils l'ont dit et répété : « Nous venons remettre un texte solennel exigeant la libération de Kutlu et Sargin. » La « tolérance » à la sauce Ozal a répondu, jeudi, par la matraque et, vendredi, par la filature policière. Pourra-t-on continuer à affirmer que la « démocratie » progresse en Turquie ?

Vendredi matin, les représentants des vingt-huit PC se sont présentés devant la prison centrale d'Ankara, afin de rencontrer les deux dirigeants communistes turcs, emprisonnés depuis le mois de novembre 1987. Devant l'entrée, gardée par des militaires, des femmes, des gosses attendent depuis des heures l'autorisation de rendre visite à un mari, à un frère, à un proche. Il fait très chaud, et l'une des femmes présentes nous dit qu'elle a voyagé toute la nuit pour se trouver parmi les premières, dès l'aube.

La délégation franchit la barrière et se heurte immédiatement à l'officier commandant la troupe chargée de garder la prison. Il demande aux journalistes, aussi nombreux que la veille devant la résidence du premier ministre, de se retirer, et aux représentants des « vingt-huit » d'attendre la venue du procureur. Ce dernier a reçu des consignes. Il arbore un large sourire, souhaite plaisanter et, clignant de l'œil en direction des photographes, il tend sa main... qui reste dans le vide.

« Nous souhaitons rencontrer Kutlu et Sargin », lui déclare Maxime Gremetz. Le procureur évoque la chaleur et les vacances du ministre de la Justice. Puis il invite la délégation à venir boire le thé, en priant les journalistes d'aller voir ailleurs. La délégation accepte « la partie de thé » à la condition que Kutlu et Sargin partagent le breuvage. Le procureur rit aux éclats, tout en précisant qu'une ombre délicieuse et rafraîchissante attend l'honorable délégation, sous les citronniers. Le procureur applique à la lettre les indications venues d'en haut. Il doit sourire et faire preuve d'une exquise amabilité : la ficelle est trop grosse.

Les représentants des vingt-huit PC ne veulent pas boire du thé, ni se rafraîchir sous les citronniers. Le but de leur visite est net : rencontrer Kutlu et Sargin. Le procureur, peu à peu, perd son sourire. Et il part consulter ses supérieurs.

Maxime Gremetz profite de cette absence pour répondre aux questions des journalistes. « Kutlu et Sargin, dit-il, savent que la délégation des vingt-huit PC d'Europe séjourne actuellement à Ankara ; ils savent que nous nous trouvons en ce moment à quelques mètres de leur cellule. Jeudi soir, ils nous ont fait parvenir un message. Ils y expriment leur grande satisfaction en ce qui concerne texte commun adopté par les PC d'Europe en faveur de leur libération et pour une réelle démocratisation de la Turquie. Ils jugent notre initiative extrêmement importante, non seulement pour leur propre sort, pour leur propre pays, mais aussi ils considèrent la démarche comme exemplaire. Kutlu et Sargin affirment qu'ils ont un moral d'acier et remercient tous les démocrates qui, dans le monde entier, se mobilisent pour leur libération. »

A peine Maxime Gremetz achève-t-il sa conversation avec les confrères qu'arrive de nouveau M. le Procureur. Il ne sourit plus, parle plus fort, de manière hachée ; le naturel revient au galop. « En effet, dit-il, vous avez bien pris contact avec le ministère de la Justice. Mais le ministre prend quelques vacances ; adressez-vous au ministère des Affaires étrangères, qui transmettra au ministère de la Justice, qui transmettra... » Bref, la visite n'aura pas lieu.

Kutlu et Sargin ont été arrêtés, torturés, maintenus au secret, emprisonnés pour délit d'opinion. Ils n'ont commis aucun acte répréhensible, sauf un : ce sont des dirigeants communistes, soulignent les avocats, avec lesquels la délégation a longuement dîné jeudi soir. Les représentants des vingt-huit Partis communistes d'Europe viennent de remplir un devoir de solidarité. Ils l'ont fait ensemble, rapidement, à la veille de la reprise du procès lundi prochain. Dans les yeux des avocats, des amis, des camarades turcs, il y avait, vendredi soir, quelques larmes.

José Fort



A l'entrée de la prison centrale d'Ankara, le procureur (à gauche) a accueilli hier la délégation communiste européenne en tendant la main. La veille, la même délégation était frappée à coups de poings devant la résidence du premier ministre. Un changement notable, mais tactique : Maxime Gremetz et les autres représentants des PC n'ont pu rendre visite à Kutlu et Sargin. (Photo Reuter.)

TRADUCTION SACRILÈGE ?

Elle doit avoir entre vingt-deux et vingt-cinq ans et n'a été mandatée par personne. Elle parle français et fait des « piges » comme traductrice. Jeudi dernier, la délégation des vingt-huit Partis communistes d'Europe a utilise ses services. Elle a été très directement visée lors de la charge de la police, puis a été contrainte, elle seule, de décliner son identité, après une course-poursuite menée par plusieurs cars de police. Seule la présence de la délégation a empêché son arrestation. Cette jeune femme a effectué son travail en assurant une traduction fidèle des propos des uns et des autres. En véritable professionnelle. Sera-t-elle inquiétée et menacée de prison pour avoir accompli une « pige » pour les communistes ?

l'Humanité 30 juillet 88

ÉDITORIAL

VOUS AVEZ DIT DROITS DE L'HOMME ?



QUEL silence ! Qu'est-ce qui gêne donc tant nos médias pour qu'ils aient choisi de censurer ainsi cet événement : la présence à Ankara d'une délégation de vingt-huit Partis communistes, de l'ouest et de l'est, du nord et du sud de l'Europe, venus demander la libération immédiate de Haydar Kutlu et de Nihat Sargin.

Rien sur les écrans de télévision, rien aux radios, rien dans la presse. Si ce n'est dans « le Monde », toujours à la pointe de l'information sur les violations des libertés : vingt-deux lignes, sans titre, tirées de l'Agence France-Presse.

Il est vrai qu'il n'y a pas si longtemps — c'était en mai — ce même quotidien traçait en dix pages d'un cahier spécial le portrait flatteur du régime de M. Özal et du général président Evren. Le premier ministre était présenté comme un libéral qui frappe à la porte de la Communauté économique européenne, mais n'y figurait pas un mot sur les tortionnaires qui pendant ce temps frappent les milliers de détenus politiques. Ni sur ses tribunaux qui embastillent pour délits d'opinions tous ceux qui osent s'élever contre ce régime où le fric et l'arbitraire sont rois. Ceci explique sans doute cela. Les droits de l'homme ne paient pas.

C'EST l'honneur de nombreuses personnalités, de gens de cœur et de raison, d'intellectuels, de scientifiques, de personnalités politiques venus d'horizons différents d'avoir condamné le tribunal d'un autre âge où les deux patriotes turcs sont menacés de la peine de mort pour le crime d'avoir constitué le Parti communiste de Turquie.

Un vaste mouvement de solidarité souffle en Europe contre les violations des libertés les plus élémentaires auxquelles se livre ce régime qu'on voudrait parer d'un voile démocratique. Tout récemment, le rapport d'un organisme international révélait qu'on y torture même les enfants.

N'est-ce pas la crainte de voir les masques tomber qui fait ici les bouches cousues chez ceux qui n'ont de la solidarité qu'une conception à sens unique, lorsqu'ils en ont une ?

N'est-ce pas la présence au premier rang de ce combat pour les droits de l'homme des communistes, et plus particulièrement du PCF qui est à l'initiative de cette grande première européenne. Les partisans de la petite Europe y perdent leur volapük.

AUSSI exceptionnelle qu'elle soit, cette démarche n'a pas d'autre but que de faire savoir la vérité et d'aider au rassemblement des hommes et des femmes pour qui toute atteinte aux libertés, où que ce soit, est intolérable. Il faut sauver Haydar Kutlu et Nihat Sargin, il faut arracher à leurs bourreaux les milliers de démocrates turcs emprisonnés. C'est un cri qu'il faudra bien entendre.

JACQUES COUBARD

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ
TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

L'Humanité 2 Aout 88

Le procès de Kutlu et Sargin une nouvelle fois reporté au 10 août

LE CHANTAGE DU COLONEL

Parti en vacances, le juge laisse la place à un militaire qui interdit aux avocats et au public de sourire et de croiser les jambes. Il laisse entendre aux dirigeants communistes qu'ils pourraient être libres en renonçant à leurs idées politiques

De notre envoyée spéciale

« KUTLU et Sargin resteront en état d'arrestation parce qu'ils n'ont pas terminé la lecture de leurs déclarations de défense. » Cette décision annoncée par le colonel qui présidait lundi la 5e audience du procès, juste avant qu'il annonce son report au 10 août, est tombée comme un couperet dans une salle où, comme à chaque fin d'audience, une assistance émue et attentive se prend à espérer que cette fois peut-être...

S'agit-il d'une promesse de libération possible des deux dirigeants communistes turcs emprisonnés depuis le 16 novembre dernier ? On voudrait y croire, tant il est pénible, insoutenable de voir les deux hommes repartir entre quatre gendarmes, puis disparaître derrière la porte qui les ramène à leur prison, tandis qu'amis et observateurs présents dans la salle leur font un dernier au revoir de la main.

De toute évidence, ce procès commence à embarrasser les autorités d'Ankara. Tous les stratagèmes utilisés pour tenter de lasser l'opinion publique internationale ont jusqu'ici échoué. Le 1er août, en pleines vacances d'été, il y avait plus d'observateurs étrangers encore que lors de la dernière audience, le 20 juillet. On notait la présence de plusieurs députés, dont deux membres du Parlement européen, d'avocats, de syndicalistes et d'une délégation de douze représentantes de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

La salle d'audience, une fois encore, se révélait notoirement trop exiguë pour l'ensemble des observateurs et les très nombreux avocats, obligés soit de rester debouts, soit de s'asseoir sur les bancs du public.

Il est vrai qu'on n'est pas à une aberration près dans les tribunaux turcs puisque la Cour qui siégeait aujourd'hui était présidée, en l'absence du juge habituel parti en vacances, par un militaire, le colonel Mehmet Bostangi. Un fait que rien ne justifie et qui montre à lui seul, le porte-parole des avocats devait le souligner, l'absence d'indépendance de la justice turque puisque les juges militaires reçoivent directement leurs ordres de l'armée. Celui-ci avait apparemment reçu l'ordre de ne pas craindre le ridicule : après avoir, au début de l'audience, laissé les observateurs venir saluer les accusés, leur transmettre encouragements et messages, et même leur offrir des œillets rouges, il décidait tout à coup de sévir de la façon la plus étonnante qui soit : en interdisant au public de croiser les jambes... et de sourire ! Interpellé par un soldat sur l'ordre du juge parce qu'il avait enfreint l'interdiction de sourire, le député libéral européen Luc Beyer De Ryke lui répliquait : « Monsieur le Président, un sourire n'est pas une offense à la Cour. » Il se voyait aussitôt menacé d'une expulsion immédiate manu-militari. Ordre finalement non exécuté, l'officier de police qui en avait été chargé ayant fait valoir discrètement au colonel qu'un tel incident n'arrangerait certainement pas les relations entre la Communauté européenne et la Turquie.

Mais le député au sourire illicite se voyait aussitôt flanqué, et pour un bon moment, d'un policier spécialement chargé de sa surveillance.

Un incident révélateur à la fois d'un état d'esprit tout entier tourné vers la répression la plus absurde et de l'embarras que suscite auprès des dirigeants turcs le bruit que fait « ce procès du siècle », comme l'a qualifié lui-même le procureur Demurel, qui a été chargé de l'instruire.



Haydar Kutlu et Nihat Sargin, passibles de la peine de mort pour le crime d'être communistes. (Photos Jean Texier/Sipa.)

Révélatrice également de cet embarras est la liste des justifications données par la Cour au nouveau report du procès. Toutes sont futiles et ne peuvent être considérées comme autre chose que des prétextes pour gagner du temps.

Première raison avancée : les avocats ont demandé que le procès des quatorze coaccusés de Sargin et Kutlu soit disjoint et aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

Deuxième raison : la licence d'un des deux avocats accusés en même temps que leurs clients, demandée par le tribunal, ne lui est pas encore parvenue.

Troisième raison : Kutlu et Sargin sont également accusés dans deux autres procès qui se tiennent devant d'autres tribunaux. La demande de joindre les trois procès en un seul n'a pas encore fait l'objet d'une décision.

Surtout, les droits de la défense ont encore été ouvertement bafoués. Les avocats ont été contraints de s'entasser dans une salle trop petite, mais surtout toutes leurs demandes et suggestions sont systématiquement rejetées, voire ignorées. Lundi encore, le président a refusé d'écouter les propositions que voulaient faire les avocats pour la suite du procès et de leur indiquer le calendrier des prochaines audiences.

Kutlu venait de terminer, en 167 pages, sa réponse à l'acte d'accusation qui en comporte 249, lorsque le colonel-président lui a demandé s'il comptait présenter une « défense ». Réponse affirmative de Kutlu. Le colonel objecte alors la longueur de sa réponse, affirme qu'il a déjà dit tout ce qu'il avait à dire et insiste pour qu'il renonce. Kutlu persiste à user de son droit et c'est alors que le président du tribunal se livre à un véritable chantage en laissant entendre que s'ils (les accusés) renoncent à leur défense, ils seront peut-être mis en liberté provisoire...

Autant dire qu'ils seraient libres s'ils renonçaient à exposer leur engagement communiste. Comment peut-on espérer une telle décision de la part d'hommes, de dirigeants politiques, qui ont montré tant de courage et supporté tout ce qu'ils ont subi. Car s'il y a eu un grand moment cet après-midi, un moment où la salle entière retenait son souffle et écoutait dans un silence ému, c'est celui où le secrétaire général du PCT a raconté les tortures subies pendant les dix-neuf jours de garde à vue. Tortures physiques – privation de sommeil pendant quatre jours, de nourriture pendant dix jours, douches d'eau glacée, chocs électriques et pendaison par les bras –, tortures psychologiques aussi puisqu'on a tenté de dresser Sargin contre Kutlu et Kutlu contre Sargin en voulant faire croire à chacun qu'il avait été trahi par l'autre. « C'est dans ces conditions, a rappelé Kutlu, qu'ont été recueillies les déclarations qui ont servi à établir l'acte d'accusation contre nous. Parmi elles, il y en a que je suis certain de n'avoir jamais prononcées... »

Françoise Germain-Robin

Les raisons d'un silence

Peur de la vérité

LE séjour à Ankara d'une délégation de vingt-huit Partis communistes d'Europe, venue remettre à M. Ozal un appel solennel en faveur de la libération de Kutlu et de Sargin, ainsi que les violences policières de jeudi après-midi devant la résidence du premier ministre turc, n'ont fait l'objet d'aucune retombée dans les médias français, alors que les journaux turcs consacraient leurs premières pages à l'événement.

D'abord : une constatation. Si un dirigeant d'une formation politique française, comme le PS ou le RPR, avait été maltraité à Moscou ou dans une autre capitale de l'Est, comme le fut jeudi dernier à Ankara Maxime Gremetz, membre du Bureau politique du PCF, radios, télés et journaux en France auraient, à coup sûr, accordé, à juste titre, une place importante au sujet. Un dirigeant communiste français recevant coups de pied et coups de poing ne mente même pas une ligne.

Les raisons de ce silence sont claires : les censeurs ne digèrent pas que les Partis communistes d'Europe – certains au pouvoir, d'autres pas – agissent ensemble pour la défense des droits de l'homme et ils ne supportent pas que le Parti communiste français soit à l'initiative d'une telle action. Il y a plus. Les médias tentent de faire croire aux Français que la Turquie serait désormais une « démocratie ». Lorsque les communistes d'Europe dénoncent le scandale des dizaines de milliers de prisonniers politiques dans ce pays, ils démontent le mécanisme du mensonge et du bourrage de crâne. La vérité est révolutionnaire. Elle leur fait peur.

José Fort

TÜRKİYE SOSYAL TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

La presse turque accorde une grande place, à la une, au proces KUTLU-SARGIN

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

quelques exemples...

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

"Appel à la solidarité pour la démocratie"
des intellectuels

DEMOKRASİ İÇİN DAYANIŞMA ÇAĞRISI

Biz aşağıda imzaları bulunan yurttaşlar, yurdumuzu uygar dünya önünde küçültücü ve çağın gerisine düşürücü insanlık dışı işlemlerin uygulanması dolayısıyla, devletin sorumlu ve yetkili kişilerini uyarmayı kaçınılmaz bir yurttaşlık ve yurtseverlik görevi saymaktayız.

Ötedenberi ülkemizde varolan işkence, özellikle 12 Eylül 1980'den sonra kurumlaştırılmış ve bu yüz kızartıcı kurum günümüze dek de sistemli bir biçimde şiddeti arttırılarak sürdürülmüştür. İşkence ile yapılan sorgulamalara dayanılarak, suçsuz insanların yargılanmalarının ve mahkum edilmelerinin örnekleri pek çoktur. Böyle mahkumluklar adli hata değil, işkenceciler yüzünden işlenmiş birer adli cinayettir. Bugün işkence görenlerin fizik ve psikolojik tedavileri için Kopenhag'da kurulmuş olan hastanede (rehabilitasyon merkezinde) tedavi görmekte olanların pek çoğu Türklerdir.

Başbakan Turgut Özal, Büyük Millet Meclisi kürsüsünden "her türlü işkencenin karşısındayız" derken ve kendi iktidarları döneminde işkence yapılmamış olduğunu söylerken, bu sözleri dinleyenler arasında gerek muhalefet partilerinden ve gerek kendi iktidar partisinden milletvekilleri bile seçimlerden önce işkence görmüş olduklarını bildirmektedirler. Bugün Türkiye'de ayrıcalıkların konutları dışında nerdeyse her evden bir yurttaş işkenceden geçirilmiştir.

İşkencenin basına yansıyan yeni kurbanları TKP ve TİP genel sekreterleri Haydar Kutlu ile Nihat Sargın olmuştur. Bunlara yapılan işkence herkesin ve gazetecilerin önünde, gözleri bağlanarak polis arabalarına bindirilmeleriyle başlamıştır. Her ikisi de ağır işkence altında sorgulandıklarını basına ve kamuya duyurmuşlar ve avukatları da yapılan işkence nedeniyle gerekli yerlere başvurmuşlardır.

İşkence, salt Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'a yapılmış olduğu için değil, hangi dünya görüşünden olursak olalım bir yurttaş olarak hepimizi ilgilendirmektedir.

Kendi istekleriyle yurtlarına dönmüş iki insana yapıldığı anlaşılan işkencenin ana amacının, Türk halkına siyasal özgürlükleri ve örgütlenmeyi yasaklayıcı TCK140-141-142 ve 163. maddelerinin kaldırılması isteklerini sindirme çabasından kaynaklandığı apaçık ortadadır.

Bütün bu nedenlerle, biz aşağıda imzaları bulunan yurttaşlar;

1- Ülkemizde insanlık dışı bütün uygulamalara en küçük bir kuşku bırakılmadan son verilmesini,

2- Anayasa ve bütün yasalardaki (TCK 140-141-142-163 maddeleri gibi) antidemokratik, insan haklarını ve özgürlüklerini kısıtlayıcı maddelerin kaldırılmasını,

3- İnsan haklarına aykırılığın son örneği, sözü edilen TKP genel sekreteri Haydar Kutlu ve TİP genel sekreteri Nihat Sargın'a yapılan işkence olgusunun inandırıcı biçimde üstüne gidilmesini, işkencecilerin işkence edilmeden bulunarak yargılanmalarını istiyoruz.

Bu konularda ortak çaba göstermek ve tam demokratik Türkiye'yi yaratmak için sosyo-politik bütün kurum ve kuruluşları ve demokrat bütün yurttaşlarımızı dayanışmaya çağırıyoruz.

Aziz Nesin **Vedat Türkali** **Demirtaş Ceyhun**

ABAKAY Ahmet, AĞAOĞLU Adalet, AK Behiç, AKAD Lütfü, AKAN Tarık, AKGİRAY Hasan Basri, AKIN Gülten, AKTAN Alper, AKTOLGALI Mustafa, ALATLI Füsun, ALKAN İlhan, ALOVA Erdal, ALPTEKİN Sami, ALTAN Selçuk, ANADOL Çağatay, ANADOL Zihni, ANDAY Melih Cevdet, APAYDIN Talip, AREN Sadun, ATALAY Fuat, ATEŞ Temel, AYBAY Aydın, BABALI Hasan Basri, BARAN Ümran, BARLAS Nebi, BAŞ Hüseyin, BELEN Bahri, BEYAZIT Kemal, BIÇAKÇI Cenan, BİRDAL Akın, BOCA Yorga, BORA Tayyar, BOZKURT Ali, CEMGİL Nazife, CEYLAN Mümin, CILIZOĞLU Seçkin, ÇALIK Şefik, ÇAMBEL Halet, ÇAYLIGİL Gülçin, ÇELENK Halit, ÇELİK İsa, ÇELİK Mehmet, ÇETİN Sabahattin, ÇETİNKAYA Meral, ÇETKİN İbrahim, DALKILIÇ İlhan, DAMAR Arif, DEMİRCİ Latif, DİKERDEM Mahmut, DİNÇ Güney, DOĞAN Yalçın, EDGÜ Ferit, EKİNCİ Tarık Ziya, EKMEKÇİ Mustafa, ELİÇİN Güner, ERDOST Muzaffer İlhan, EREN Mehmet Ali, ERGÖNÜLTAŞ Engin, ERGUN Perihan, ERİK Şaban, ERKAL Genco, ESMEN Özer, EVİNGEN Muzaffer, FERTAN Necla, GENCAY Cevat, GERGER Haluk, GÖKSEL Hüsnü, GÖREÇ Ertem, GÜLİZAR Jülide, GÜMÜŞ Fatih, GÜNEYSU Atanur, HACALOĞLU Algan, HALMAN (DÜMER) Defne, HATİPOĞLU M. Tahir, HELVACI Nevzat, IRGAT Zeynep, IŞIKLI Alpaslan, İLERİ Rasih Nuri, İNAN M. Raul, İŞMEN F. Hikmet, KAFAOĞLU Aslan Başer, KANAR Ercan, KARAMAN Suphi, KARAVELİOĞLU Kamil, KAZAN Turgut, KEPENEK Yakup, KOÇ Yıldırım, KOPER Macit, KÜÇÜK Sami, KÜLEBİ Cahit, LİVANELİ Zülfü, LÖK Veli, MİRAÇ Yaşar, ÖZEN Haldun, ÖZGENTÜRK Işıl, ÖZMENEK Varlık, PEKDEMİR Ayşe, PERİNÇEK Doğu, SAĞ Arif, SALTUK Rahmi, SANDALCI Emil Galip, SARAÇ Tahsin, SATLIGAN Nail, SELÇUK İlhan, SELÇUK Timur, SELVİ Cevdet, SOYGAZİ Hale, SPATAR Halim, SU Sıdıka, ŞANSAL Erşen, ŞAYLAN Gencay, ŞENEL Alaaddin, ŞORAY Türkan, TALAS Cahit, TANGÖR Alaman, TEKİN Latife, TİĞLAY Ertuğrul, TUNGA Niyazi, TÜRKLER Sabahat, URGAN Mina, YANAR Müjdat, YAVUZ Ferruh, YILDIZ Bekir, YILMAZ Şevket, YILMAZ Ziya, YÜCEL Can, ZANA Leyla, DİLİPAK Abdurrahman.

** Bu çağrıya yurt dışından Avusturya, Avustralya, Belçika, Batı Berlin, Çekoslovakya, Danimarka, Federal Almanya, Fransa, İngiltere, İsveç ve İsviçre'den aralarında 431 Öğretim Üyesi, 464 Gazeteci, 178 Sanatçı, 72 DSF yönetici ve çalışanı, 26 Din adamı, 22 Uluslararası Öğrenci Birliği yöneticisi olmak üzere onbinlerce; yurt içinden de aralarında Aydın, Sanatçı, Öğretim üyesi, Öğrenci, İşçi, Emekçilerin bulunduğu onbinlerce yurttaşımız katıldı. Olanaksızlık nedeniyle bu çağrıda yer alamayan ve imzaları elimize ulaşamayan Demokrasi ile Dayanışma yanlısı yurttaşlarımızı 4 Haziran 1988 Cuesi gecesi Beşiktaş'ta yapılacak "Demokrasi İçin Dayanışma Çağrısı" Şölenine katılmaya çağırıyorum.*

Aziz Nesin

CUMHURİYET/ 04.06.1988

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ

"Appel à la solidarité pour la démocratie de la jeunesse"

GENÇLİĞİN DEMOKRASİ İÇİN DAYANIŞMA ÇAĞRISI



Tüm politik tutuklular, KUTLU ve SARGIN serbest bırakılsın! Ülkenin bugününde ve yarınında söz sahibi olmak isteyen gençlik, özgürlükten yanadır.

ABAYHAN Muzaffer AĞCA Salim AĞIN Ömer AK Ayşegül AK Hasım AKAR Gürsan AKAR Metin AKBAY Hakan AKBAY Bülent AKBOYUN Mithat AKÇAY Ergin AKÇAY Hasım AKCAY Resul AKGUL Yücel AKINCI Çiğdem AKINCI Heydar AKSUN İbrahim AKTEPE Ali Rıza AKYOL Süha AKYUZ Levent ALKAN Cengiz ALKAN Necdet ALTAY Ali ALTAY Doğan ALTIN Orhan ALTINAY Tamer ALTINTAŞ Atilla ALTINTAŞ Sezai ALTMIŞDÖRT Recep ALTUN Sefik ALTUNTAŞ Sezai ARAL Demet ARIK Nur ARMAĞAN Mine ARSLAN Hüseyin ARSLAN Mehmet ARSLAN Mustafa ARSLAN Sefa ARSOY Ayça ARSLAN Turan AŞIK Mehmet ATAÇER Hüseyin ATALAN İsmail ATILGAN Mithat ATIK Timur ATMACA Üzeyir AYHAN Ertuğrul AYHAN Yüce AYTEMUR Zekeriya BADAK Abbas BAĞDADI Yusuf BAHÇECİ Onur BAHÇIVAN Atilla BAKIR Seyfo BAHRİYELİ Erhan BAKIRCI Sedat BAL Güler BAL Gönül BAL Güler BALTAN Necan BAŞARSLAN Gül BASTÜRK Özgen BAYER Feyzi BAYRAM Mehmet BAYRAM Hasan BAYRAM Okan BAYRAM M Şerif BEKTAŞ Mehmet, BEYAZGÜL Yıdırım BİLGİLİ Fuat BİLGİN Burhan BİLGİN Hasan BİLİK Mustafa BİRBUDAK Hüseyin BİRDEN Deniz BİZİM Süheyl BOYACIOĞLU Aydın BOZ Sahir BULUNMAZ H Hüm. BURKÇU Gürs. CAN Ali CAN Mutlu CAN Veli CANANER Ahmet CARLI Dilek CELAYİR Vahap CERİT Bahaban CEYLAN Hasan Zeki CİVİL Şeniz COŞKUN Nevzat ÇAĞIRAN Sevil ÇAĞLAR Gazihan ÇAKI Metin ÇAKIR Mahir ÇAPKIN Kemal ÇAYLIGİL Gülçin ÇELEBİ Yaşar ÇELİK Behçet ÇELİK Gonca ÇELİK Önder ÇEPERLİ Ayhan ÇEPERLİ Nevruz ÇETİN Abdullah ÇETİN Bahçın ÇETİN Mehmet ÇETİN Mustafa ÇETİNKAYA Deniz ÇEVİK Murat ÇEVİK Mehmet ÇİL Alper ÇOLAK Norman ÇONGAR Yasemin ÇOPUR Servet DAĞASAN Mehmet DANIŞ M.Metin DECDELİ İpd. DEMİR Ayşegül DEMİR Mehmet DEMİR Mustafa DEMİRHİSAR Güley DEMİRHİSAR Zeki DENİZ Sure DEVECİ Fevzi DİLLİOĞLU Mustafa DİREYBATOĞULLARI Nihat DİRLİK Sinan DOĞAN Batı Haydar DOĞAN Hasan DOĞU Türker DÖNMEZ Halil DUMAN Bahtiyar DUMAN Ercan EKER Ertan Halil EKER Tuna EKİCİ Erol ESKİ Ali EKŞİ Sami EKŞİ Samur ELBAN Hasan Kemal ELBAS Funda ELMAS Yılmaz ENGİN Feyza ERALP Atay ERBİL Mustafa ERDEM Ömer ERDEM Turan ERDİNÇ F Cengiz ERDOĞAN Mustafa ERDUVAN Nurdoğan ERTUBEY Acar ERENUS Mustafa ERGENÇ Hanoz ERKİCİ Melike ERKUT Mine ERTASOĞLU Hasan ERTİN Başar ERTUĞRUL Necahan ERTÜRK Nesrin ERYILMAZ Bülent ESENLİK Perihan ESKİTAŞÇIOĞLU Yusuf EŞİTMEZ Mahmut EYÜPOĞLU İstemiyer FERAHOĞLU İlhami GENÇ Gamze GENÇ Bevlan GÜCLÜER Mustafa GÜÇTEKİN Güral GÜLENÇİ Özcan GÜNAY Bülent GÜNER Ercan GÜNER Kaan GÜNEŞ Cevdet GÜNEY Naime Kemal GÜNGÖR Ahmet GÜNTEPE Ahmet GÜR Nergiz GÜR Recep GÜRBÜZ Abdullah GÜRBÜZ Ali GÜRBÜZ Sefa GÜRBÜZ Şefik GÜREL Tamer GÜRSOY İhsan GÜZEL Mehmet Şükrü HAN Kamber IRMAK Ali Ekber IŞIKTAŞ Bekir, IŞIKTAŞ Kemal IŞIKTAŞ İlhan IŞIKTAŞ Muhibe IŞIKTAŞ Nuray IŞIKTAŞ Vedat İLBEYİ Hüseyin İLERİ M Hasdun İ GEN Sevtap İLGÜN Ayşegül İNAN Fethi İNCE Naci İNCE Seyhan İNCİ Fatma İNGER Aksansel KABOĞLU Atilla KALIN Bedrettin KALKAN Hüseyin KANDEMİR Engin, KAPAKLI Erkan, KARA Atilla, KARA Süleyman KARAASLAN Hasdun KARABULUT Yusuf KARACAR Necdet KARALAR Zafer KARAN Şebnem KARAOĞLU Timur KARASU Arif KARASU Kenan KARASU Metin, KARATAŞ Gül, KARCIOĞLU Özgür, KARTAL Ertuğrul KASAP Emir KASAP Osman KARABIYIK Erkan, KASAPOĞLU Mithat KAVAK Özgür, KAVLAK Nevzat, KAYA Fehmi KAYGUSUZ Necip KAYRALCI Muhlis KAZAN Nevzat KEKİLLİ Fairam, KEKLİ Orhan KELEŞ Ali KEMAL Arif KEŞMİR Kemal, KEŞOĞLU Mustafa, KILIÇ Engin KILIÇ Orhan, KILIÇ Tayfun, KILIÇOĞLU Çığdem KIR Ümit KIRMIZIOĞLU Bülent KIRMIZITAŞ Burhan KIRTEKE Tayfun KIYAFET Özgür, KIZILÖREN Hasan, KİMYONOK Züheyir, KILIÇ Akın, KOÇ Kemal, KOÇAL Ercan, KOÇAL Muammer KOCAK Güner, KOMSULU M Levent KORKUSUZ Kenan, KOZAK Ahsen, KOZAK Fatih, KÖK Fazıl, KÖK Zehra, KUBA Necmettin, KURNE Güney, KURNE Selçuk, KURNE Yüksel KURTUL Zafer, KUSANLIKLI İzzet MALÇUK Nedim, MACİT Yakup, MENGÜLLÜOĞLU Nevzat, METİN Kudret, MISIRCI Emin MORKOÇ Emine NARİN Hacriye, NARİN Naime, NİZAN Feyzan, NURAYDIN Yusuf, OCAK Mustafa ODYAKMAZ N Günaüz, OFLAZOĞLU Başgın, OĞUZ Fikret Özgen, OĞUZ Yahya, OKAN Hüriye, OKAN Mustafa, OKÇAL Necdet, OKTAY S. OKUR Kadir A. ORHAN Isa, ORHAN Salih, ORMAN Hüseyin, ORMAN Rahime, OŞAHMAZ Heydar Ali OYMAN Bülent, OZAN Derya, ÖĞRETMENOĞLU Ender, ÖLMEZ Kemal, ÖNDER Necdet, ÖRS Basri, ÖZ Emine ÖZAL İhsan, ÖZAL Orhan, ÖZALP Coşkun ÖZANT Hamza ÖZBAY Ahmet, ÖZBAY Havva, ÖZBEY Artun, ÖZDEMİR Atakan, ÖZDEMİR Atilla, ÖZDEMİR Leyla, ÖZDEMİR Mehmet, ÖZDEMİR Nesrin, ÖZDEMİR Nurten, ÖZDEMİR Uğur ÖZDEMİROĞLU Vedat ÖZDİL Yersuvat ÖZEL Hasan, ÖZGÜL Adnan, ÖZGÜL Gülsüm, ÖZGÜLEÇ Çağlar, ÖZKAN Ahmet, ÖZKAN Gülseren, ÖZKAN Nesrin ÖZKANLAR Metin, ÖZOĞUL Erdem, ÖZTÜRK Ali, ÖZTÜRK Çağrı, ÖZTÜRK Nesrin, ÖZTÜRK Veli, ÖZTÜRK Feruze, ÖZTÜRK Yüksel, ÖZYOL İdris, PACOL Musa, PALO Zeliha, PINAR Cemal, PIRLI Temel, PIRLI Yılmaz, POLAT Cemal, RIŞVANOĞLU Şaz, SAĞLAM Nesat, SAĞLAMSOY Nuri, SALT Gürdal SALTI Ahmet SARISOY Sefa, SAVAK Süleyman, SAYITA Yadırım, SEHER Alkan, SEMERCİ Aydut, SERTTAŞ Ahmet, SEVİM Hüseyin, SEVİM Vedat, SEZGİN Güngör SIRKECİ Zekai, SOMERSAN Samra, SOYDAN Bora, SÖNMEZ Ergül, SÖNMEZ Vedat, SUNAL Beyhan, SURENSOY Rıza, SURU Barsa, SÖYLEŞİCİ Ayse ŞAHBAZ Tuğrul, ŞAHİN Emsal, ŞEN Ali, ŞENGÜL Mesut, ŞENKARABACAK Veli, ŞENOL Nesrin, ŞİMŞEK Ata Yücel, ŞİMŞEK Kemal, ŞİMŞEK Samra, ŞİMŞEK Samsat, TALU Serdar, TANIŞ Emin, TARHAN Nurgen, TAŞÇI Ersan, TAŞDEMİR Cevdet, TAŞDEMİR Fikret, TAŞDEMİR Firdevs, TAŞDEMİR Hasım, TAŞDEMİR Yücel, TAŞKIRAN Deniz, TAŞKIRAN Nezahat, TAYLAK Sami, TOLAN Feyyaz, TOMBULOĞLU Fatih, TOP Gülbin, TOP Yavuz, TOPALOĞLU Sinan, TOPÇU Ayşen, TOPÇU Gökcen, TOPÇU Metin, TOPÇU Orhan, TOPÇU Süleyman, TUĞRUL Mahmut, TULAY Salim, TUNCER Gülizar, TUNÇ Şefik, TUNÇ Vedat, TURAN Ergun, TURGAN Harun, TUMER Cevdet, TURECİ Gürcan, TÜRKEKUL Ali Rıza, UÇAR Gürsan, UÇUM Ata Mehmet, UÇUM Hatice, ULUKAYA Akın, UYGUR Nuri UYSAL Yalçın, UZE Muhlim, UZUN Mehmet, UZUNKAYA Atalay, UZUNKAYA Atilla, UZUNKAYA Cevat, UZUNKAYA Gencay, UZUNKAYA Gökhan, UZUNKAYA Güney, UZUNKAYA İsmail, UZUNKAYA İsrafil, UZUNKAYA Münire, UZUNKAYA Nermin, UZUNKAYA Nurive, UZUNKAYA Yaşar, UNUVAR Burhanettin, UZULMEZ Muslum, VARDAR Sabahattin, VARLI Tarık, VATA Hursan, VATA Seyit YAĞCI Bahadır, YAĞIZ Fuat, YALÇIN Demet YALÇIN Oğuzhan, YALÇIN M. Rahmi, YALIM Semin, YAMAN Barbaros YAVAŞAL Özkan, YAYLALI Cengiz, YAZICI Mustafa, YAZICI Yahya, YEĞUL E Sabri, YENİPAYAR Mustafa, YENTÜRK Gönül YENTÜRK Nevzat, YEŞİL Metin, YEŞİLAY Osman, YEŞİLDAĞ Mevlut, YILDIRIM Kurban, YILDIZ Ümit, YILDIRIM Yasam, YILMAZ Cemal, YILMAZ Fahrettin, YILMAZ İlknur, YILMAZ İnan, YILMAZ Levent, YILMAZ Nazım, YILMAZ Sadık, YILMAZTÜRK G Nagun, YILMAZTÜRK Sami, YÖRÜK Hasan, YÜCEL Zeki, YÜZBAŞIOĞLU Uğur, ZAY Ahcam

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI VAKFI

CUMHURİYET 07.06.1988

TÜRKİYE SOSYAL TARİHİ VAKFI • TÜSTAV ARŞİVİ • DAMGA VAKTİ

Cumhuriyet 09.06.1988



KELEPÇELİ SİYASİ SANIKLAR — Ankara DGM'de dün başlayan TKP davasının ilk önemli sanığı, TİP Genel Sekreteri Nihat Sargın ile TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu Ankara Cezaevi'nden mahkemeye elleri kelepçeli olarak getirildiler. Sargın ve Kutlu'yu getiren araç DGM'nin arka kapısına yanaştı ve sanıklar kelepçeli olarak jandarmaların arasında mahkeme salonuna götürüldüler. Sargın ve Kutlu'nun duruşmasını izlemeye çok sayıda Batılı parlamenter ve gazetecinin yanı sıra, ünlü Yunanlı besteci Mikis Theodorakis de geldi. Duruşmayı bazı SHP'li parlamenterler, TİP ve TİKP'in eski genel başkanları, Mehmet Ali Aybar ve Doğu Perinçek de izlediler. (Fotoğraf: Rıza Ezer)

Kutlu ve Sargın 206 günlük gözaltından sonra DGM'de yargıç önüne çıktı

Yargılandılar

***TKP** ve TİP genel sekreterleri Haydar Kutlu ile Nihat Sargın Türkiye'ye dönmelerinden 206 gün sonra dün ilk kez Ankara DGM'de yargıç önüne çıktılar. Kutlu ve Sargın'la birlikte 19 kişi daha yargılanıyor. Duruşmayı çok sayıda yabancı parlamenter ve gazeteci izledi.*

Ankara DGM'deki duruşmada söz alan Haydar Kutlu ve Nihat Sargın, mahkemeden aleniyetin sağlanmasını isteyerek, daha büyük bir salonda yargılanmak istediklerini belirttiler. Mahkeme heyeti salonun yeterli olduğunu belirterek, Kutlu ve Sargın'ın istemini reddetti. 13. Sayfada



THEODORAKİS DURUŞMADA — TKP ve TİP genel sekreterleri Haydar Kutlu ile Nihat Sargın'ın duruşmasını izlemek üzere ünlü Yunanlı besteci Mikis Theodorakis Ankara'ya geldi. Duruşma öncesi Theodorakis DGM önünde yazar Yaşar Kemal, sanatçı Zülfü Livaneli ve eski TİP Genel Başkanı Mehmet Ali Aybar'la birlikte bekledi. Theodorakis ve diğer yabancı konuklar güçlükle duruşma salonuna girebildiler. Yabancı konukların duruşma arasında Kutlu ve Sargın'ın elini sıkarak destek verdikleri gözlendi. (Fotoğraf: AA)

NOTLAR

Theodorakis ve kargaşa

İŞIK KANSU

ANKARA — Duruşmaya daha bir saat var. Sabah 08.00'de Anka-

diyor. Aybar'a göre, "Türkiye'de demokrasi lafta, 50 yıl önce söylediği 'Türkiye'de demokrasi kâğıt üzerindedir' sözü halen geçerliliğini

sun avukatı isterse bin kişi olur. Onun talebini sanın aldığı değildir. Savcıyı çağırın bunun."

Bu sözler üzerine polislerde bir

PARİS

Kutlu ve Sargın'a Fransa'da destek

Çeşitli örgütler, dün akşam Türkiye'nin Paris Büyükelçiliği önünde bir protesto gösterisi düzenlediler. Yirmi kadar kuruluşun çağrısıyla düzenlenen gösteride 'Türkiye'de siyasal af çıkarılması' ve 'Kutlu ve Sargın'ın serbest bırakılması' istendi.

SABETAY VAROL

PARİS — Ankara'da yargılanmasına dün başlanan Nihat Sargın ve Haydar Kutlu'nun duruşmasına Fransa'dan çeşitli tepkiler geldi.

Çeşitli örgütler dün akşam yerel saatle 19'da Türkiye'nin Paris Büyükelçiliği önünde bir protesto gösterisi düzenledi. Yirmi kadar kuruluşun çağrısıyla düzenlenen gösteride, "Türkiye'de siyasal af çıkarılması", buna bağlı olarak, "Sargın, Kutlu ve diğer siyasal tutukluların serbest bırakılması" gibi istekler ileri sürüldü.

Paris'te Cumhuriyet muhabirinin sorularını yanıtlayan TKP'nin önde gelen isimlerinden Cemal Kural, "Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın önümüzdeki dönem içinde mutlaka serbest bırakılacaklarına inanıyoruz. Türkiye'nin geldiği bu noktadan itibaren yeni bir yaklaşıma ihtiyacı var ve biz bu sürecin mutlaka gerçekleşeceğini düşünüyoruz" dedi.

Devlet Bakanı Adnan Kahveci'-

yazan 'Le Monde', komünistlere sempati duyduğu iddia edilemeyecek Türk-İş gibi bir işçi kuruluşunun lideri de dahil olmak üzere çok sayıda kişinin imzaladığı dilekçeyle bu işkence iddialarının soruşturulmasının istendiğini de anımsatıyor.

Lahey Elçiliği'ne siyah çelenk

HALUK BAKIR

AMSTERDAM — Haydar Kutlu ve Nihat Sargın için dün Hollanda'nın Amsterdam ve Lahey kentlerinde çeşitli gösteriler düzenlendi. "Lahey'de Kutlu ve Sargın'a Özgürlük İçin Dayanışma Komitesi" adına dün Dilan

Theodorakis et la confusion

Paris : Soutient à KUTLU et SARGIN depuis la France

Gerbe noir à l'ambassade de Lahey

Après une garde à vue de 206 jours, Kutlu et Sargin ont comparu devant le juge au T.S.E : ILS SONT JUGÉS

TÜRKİYE SOSYAL TARİHİ VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

Kutlu ve Sargın adalet önünde

TKP'den yargı şovu

Yunanlı ve Avrupalı komünistler, SHP'nin "Sol Kanat"ı ve bir miktar sempatizan "uluslararası dayanışma" gösterisi yaptılar

● Yunanlı komünist sanatçı Teodorakis, "şov"u "uluslararası dayanışma" olarak niteledi. Bazı Avrupalı komünist parlamenterlerden başka, "Sol Kanat"tan 5 SHP milletvekili, Perinçek, Aybar, Zülfi Livaneli ve Yaşar Kemal de "izleyiciler" arasındaydılar

Nöbet

Kırmızı gül kırmızı karanfil

● Yaşar Kemal espri yapıyordu: "Bu Haydar'ı hep ben sakladım, bize çok çektirdi, şimdi de çektiriyor"



BEŞİ BİR YERDE!- Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi'ndeki duruşmayı takibe gelenler arasında ünlü isimler de vardı. Mehmet Ali Aybar, Yunan besteci Mikis Teodorakis, Yaşar Kemal ve Zülfü Livaneli DGM önünde birlikteydiler.

TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Tercüman 10 JUIN 88

Kutlu et Sargın devant la justice : Spectacle juridique du P.C.T.

TÜRKİYE SOSYAL ARŞİVİ TÜSTAV BASTIRMA VAKFI

KUTLU-SARGIN DAVASI OLAYLI BAŞLADI

Avukatlar terk etti

Tahta parmaklıklar ARDINDA

*Türkiye Birleşik Komünist Partisi (TBKP)'ni kurmak için Türkiye'ye geldikleri 16 Kasım 1987 tarihinde önce gözaltına alınan ve daha sonra Ankara DGM'ce tutuklanan **Haydar Kutlu** ve **Nihat Sargın**'ın yargılanmalarına dün başlandı. Duruşmada tahta parmaklıklar ardında oturan TİP ve TKP genel sekreterlerinin sakin oldukları gözlendi.*



- Türkiye Birleşik Komünist Partisi'ni kurmak amacıyla 16 Kasım'da Türkiye'ye dönen ve gözaltına alınan TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu ile TİP Genel Sekreteri Nihat Sargın, dün Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanmaya başladılar
- **Savunma avukatlarının ve dinleyicilerin büyük bölümünün, duruşma salonuna alınmaması, tepkilere yol açtı**
- İçlerinde Mehmet Ali Aybar ve Halit Çelenk'in bulunduğu altı avukat, 483 avukatı temsilen verdikleri dilekçede sağlıklı savunma yapamayacakları için duruşma salonunu terk ettiler. Duruşma verilen bir ara kararla 17 Haziran'a ertelendi polis 4 kişiyi gözaltına aldı



Duruşmayı izlediler *Kutlu ve **Sargın**'ın dün başlayan duruşmalarını izlemek üzere DGM önünde buluşanlar arasında (soldan sağa) TİP eski Genel Başkanı ve sanıkların avukatı **Mehmet Ali Aybar**, sanatçı **Zülfü Livaneli**, yazar **Yaşar Kemal** ve Yunanlı besteci **Mikis Theodorakis** de yer aldı. **Livaneli** ve **Kemal** duruşma salonuna giremedi.*

Le procès KUTLU-SARGIN
a commencé avec des incidents

LES AVOCATS ONT
QUITTÉ [l'audience]

● *Theodorakis ile Avrupalı parlamenterler de izledi*

DGM'de tezahürat

- Haydar Kutlu ile Nihat Sargın'ın yargılanacakları binanın önünde toplanan 1500 kişi, elleri kelepçeli sanıklara lehte tezahürat yaptı. Kutlu ise, "Demokrasi mücadelemiz sürüyor" diye bağırdı

Milliyet 10 Juin 1988.

TÜRKİYE SOSYAL ARŞİVİ TÜSTAV

le 10.06.1988

Türkiye Türklerindir

Hürriyet

40 YIL

10 Haziran 1988 Cuma

Kurucusu: Sedat Simavi 1896-1953

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ TÜSTAV

Kutlu–Sargın davasında, yerli–yabancı basın ve gözlemciler ile sanıklardan ortak ses:

"BÖYLE DURUŞMA OLMAZ"



ÜNLÜLERDEN DESTEK Mehmet Ali Aybar, Zülfü Livaneli, Yaşar Kemal, Mikis Theodorakis ve Yunanlı avukat Dimitris Trikulkis (soldan sağa) duruşmanın yapılacağı mahkeme binası önünde bir araya gelerek sohbet etti. Theodorakis bir gazetecinin, "Kutlu ve Sargın mahkum olursa ne yapacaksınız?" sorusuna, "Kampanya başlatacağız" cevabını verdi.

● Yasadışı Türkiye Komünist Partisi Genel Sekreteri Haydar Kutlu ile Türkiye İşçi Partisi Genel Sekreteri Nihat Sargın' ın, 7 ay sonra dün, olaylı başlayan duruşmaları olaylı sürdü. Devlet Güvenlik Mahkemesi önünde olağanüstü bir gün yaşanırken, alınan güvenlik önlemleri ile çevrede kuş uçurtulmadı.

● **Yabancı ve yerli izleyiciler, basın mensupları ve sayıları 250'yi bulan savunma avukatlarından büyük bölümü mahkeme salonuna giremeyince, protestolar yükseldi. Protestocular, "Böyle duruşma olmaz" derken, Mahkeme Heyeti, yargılamanın bina dışına konulan hoparlörden dinlenebileceğini ve aleniyetin sağlandığını açıkladı.**

● Duruşmayı Yunanlı, İngiliz, Fransız parlamenter ile ünlü besteker Theodorakis, Yazar Yaşar Kemal, eski TİP Genel Başkanı Mehmet Ali Aybar ve çok sayıda yabancı gazeteci izledi.

● **Bina önündeki bir grup, sanıkları alkışladı. Gruptan 4 kişi gözaltına alındı. Kutlu ve Sargın, duruşmaya elleri kelepçeli olarak getirildi. İddianamenin okunmasıyla geçen duruşma, 17 Haziran'a ertelendi.**

● 9 sayfada



FOTOĞRAF ÇEKTİRDİLER Haydar Kutlu ile Nihat Sargın'ın dün başlayan davasında, Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi olağanüstü bir gün yaşadı. Sukuneti bozdukları gerekçesiyle dışarı çıkarılan gazetecilere, sanık avukatlarının itirazı üzerine fotoğraf çekme izni verildi. Daha sonra gazeteciler yine salondan çıkarıldı. Kutlu ve Sargın da duruşmanın ertelenmesinden sonra ayrıldılar.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ TÜSTAV ARAŞTIRMA MERKEZİ İSTANBUL

D'une voix commune, lors du procès KUTLU-SARGIN,
la presse et les observateurs autoctones et étrangers ainsi que
les inculpés: "UNE TELLE AUDIENCE EST INCONCEVABLE"

La presse turque critique sévèrement les articles 140-141 et 142 du code pénal turc dans un débat public à l'occasion du procès de KUTLU et SARGIN

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

141-142 tartışması

Prof Özek: *Karşıyım.*
Prof. İçel: *İleride kaldırılabilir.*
Prof. Serin: *Kalmalı.*
Prof. Tunaya: *Kaldırılmalı.*

Haber Merkezi — Hukukçular, Kutlu ve Sargın davasıyla yeniden önplana çıkan TCY'nin 141 ve 142. maddelerinin kaldırılması ko-

(Arkası Sa. 12, Sü. 2'de)

141-142 tartışması

(Başı arafı 1. Sayfada)

nusunda değişik görüşler ortaya koyuyor. Hukukçuların bazıları, bu maddelerin demokrasiye ve insan haklarına aykırı olduğunu belirterek, "hemen" kaldırılmasından yana görüş bildirirken, bazıları ise henüz "erken" olduğunu söylüyorlar.

Hukukçuların 141 ve 142. maddelerle ilgili görüşleri şöyle:

Prof. Çetin Özek: Düşünce açıklamak ve düşünce etrafında örgütlenmek hakkını ortadan kaldıran, düşünce suçu yaratan TCK'nin 141, 142, 163. maddelerine ve benzerlerine geçmişte de günümüzde de karşıyım. Fakat, 12 Eylül askeri hareketinin amacına ve oluşturduğu siyasal sisteme yakışan bu maddelerin yürürlükte bulunmasını şaşkınlıkla karşılamıyorum. Belirtilen türden çağdışı maddeler, siyasal örgütlenmenin, iktidar alternatiflerinin sınırlandırıldığı, ancak belli görüşlerin iktidar olabileceğinin kabul edildiği siyasal sistemlerde, sistemin değişmezliğini sağlamaya yönelik araçlardır. Demokrasi ile temelinden çelişen bu tür siyasal yapılarda, kişinin belirli bir biçimde düşünme zorunluluğu kabul edilmekte, **"izin verilen düşünce - izin verilmeyen düşünce"** ayrımı oluşturulmaktadır. **"Düşünce açıklama hakkı", "siyasal örgütlenme hakkı", "iktidara talip olma hakkı"**, ancak **"izin verilen düşünceye"** uyumluluğu halinde hukuka uygun sayılmaktadır. 141, 142 ve 163. maddeler ve benzerleri, **"izin verilen düşünceyi"** egemen kılmak, **"izin verilmeyen düşünceyi"** önlemek görevini üstlenmişlerdir. 12 Eylül ve getirdiği anayasal / yasal sistem, düşünce açıklamak hakkını, sadece **"izin verilen düşünce"** ile sınırlı olarak kabul eden, mevcut siyasal iktidar düzeninin değişmezliğini öngören bir anlayışın ürünüdür. Siyasal iktidar alternatiflerinin ve siyasal yelpazenin sınırlandırıldığı anayasal düzende kişilerin, **"siyasal tercihlerde bulunma hakkı"** da, **"izin verilen"** iktidar alternatifleriyle sınırlı olmaktadır. Belirtilen durumda 141, 142 ve 163. maddeler ve benzerleri mevcut anayasal sistem ve siyasal güçlerin hedefleriyle uyumludur. Söz konusu maddeler, çağdaş demokratik kurallara gö-

CUMHURİYET
11.06.1988

BUGÜN

141 VE 142

SAVCILAR ve yargıçlar bir davaya bakarken yasalara gore hareket eder. Onları, kesin karar aşamasından önce, "Yasayı doğru uygulaaın, yanlış uyguladın" diye eleştirmek yasak. O eleştiri ancak kesin karardan sonra yapılabiliyor.

Kutlu-Sargın davasında da öyle olacak.

Ama o davayla birlikte bir kere daha ortaya çıkan bir gerçek var kı, onu hiç gecikmeden vurgulamak gerekli. Çünkü, ülkemizin itibarını tehlikeli bir şekilde etkiliyor.

Türk Ceza Kanunu'nun ve Ceza Muhakemeleri Usu[illegible] çağdışıdır. Bugun onlar[illegible]lar uzerinde duralım.

BUGÜN

140

BİR de 140 var.. Türk Ceza Kanunu'nun 140'ıncı maddesi..

O da, Ikıncı Dünya Savaşı öncesinin, dışa kapalı diktatörlükler döneminden kalma.. Ülkesi hakkında başka bir ülkede olumsuzca konuşup yazanlara ceza getiriyor.

Metni şöyle:

"Devletin hariçteki itibarını veya nufuzunu kıracak şekilde, devletin dahili vaziyeti hakkında yabancı bir memlekette asılsız, mubalağalı veya maksad-ı mansusa mustenit havadis veya haberler neşreden veya milli menfaatlere zarar verecek herhangi bir faaliyette bulunan vatandaş, beş seneden aşağı olmamak uzere ağır hapse konulur."

Şimdi ya Çalışma Bakanı Imren Aykut.. Ya Turk-İş Genel Başkanı Şevket Yılmaz. Ikısinden biri, bu maddeye gore "beş seneden aşağı olmamak uzere hapse" konulmalıdır.

Nedeni basit. Bu hafta içinde ILO'da birbirine tam zıt iki konuşma yapmışlardır. Biri, Turkiye'de işçi hakları ve sendikacılık açısından durumun normal olduğunu soylemiş, oteki bunun tam tersine, Turkiye'de demokrasinin bu açıdan işlemediğini one surmuştur.

Birinin soylediği "doğru" ise otekininki "asılsız"dır. Biri "milli menfaatler" doğrultusundaysa, oteki o menfaatlere "zarar verecek" nitelikteair. Birininki "devletin hariçteki itibarını veya nufuzunu" koruyorsa, otekininki o "itibar ve nufuz"u "kıracak şekilde"dir.

Başka turlu olabilir mi? Ikısinden biri.. Ya Aykut, ya da Yılmaz, o maddenin kapsamındadır. Hangisiyse savcılar karar verip hakkında dava açmak durumundadır.

Ama bu ne çağımızın mantığıyla, ne de Turkiye nin uluslararası kuruluşlardaki konumuyla ve taahhutleriyle bağdaşır.

Ikıncı Dunya Savaşı'ndan sonraki dunyada, "memleketin dahili"nde soylenebilecek sozlerle, "haricince" soylenebilecekler arasında fark gozetilmesi, soktan tarihe karışmıştır. Savaştan onceki o kapalı donemin tam tersine, ulkelerin sınırları gibi, ozeleştırilerinin de birbirine açık olması esas olmuştur.

Başta Avrupa Topluluğu olmak uzere uluslararası entegrasyon hareketlerinin temel felsefesi de zaten ona dayanır. Bir Fransız, ya da Alman muhalifi, Avrupa Konseyi'nde ya da Parlamentosu'nda çıkıp kendi hukumetini yeraen yere vurabilecek.. Ya da ILO'daki Turk işçi temsilcisi oradaki Turk bakanının soylediklerinin tersini soyleyebilecek... Uluslararası forumların ulkelerin den biri, artık budur.

Oyleyse o forumlara katılmakta olan Turkiye gibi bir ulkede, o çağdışı maddenin yeri nedir? Onu muhafaza etmenin ve bazı hallerde gormezlikten gelirken, bazı hallerde uygulamanın anlamı nedir? Ele gune karşı, boyle bir "çifte standartlar" çelişkisi içinde bocalamanın kaynağı nedir?

140'ıncı madde de, Ceza Kanunumuzdan hiç vakit geçirilmeden çıkarılması gereken maddelerden biridir.

AKŞAM ÖYMEN

Milliyet 11-12.06.1988